LA LIBERTÉ
Depuis 1913

ACTUEL


photo : Gracieuseté Danielle Burke

NOS FRANCO-RÉALITÉS

La vie de Danielle Burke est déterminée par la symbiose qui existe en elle entre la langue française et sa passion pour la musique. À gauche, un instantané de la musicienne, pris au tournant du millénaire, lors de l'Affaire Farouche du CJP, un des moments déterminants qui ont consolidé sa personne.

10-11

BE SEXY
READ FRENCH

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
2,20 $ + TAXES

WWW.LA-LIBERTE.MB.CA

VOL. 103 N° 6 • 11 AU 17 MAI 2016
SAINT-BONIFACE

ENTRE LE SOLENNEL ET L'ÉMOTIONNEL

Citation DE LA SEMAINE

« D'habitude, on reçoit de 60 à 90 demandes de recherche par mois. En avril, on en a reçu 217, et presque toutes ont été faites après le 14 avril. La quasi-totalité des gens nous ont ouvertement demandé s'ils étaient métis. »

Le récent jugement de la Cour suprême du Canada qui fait de tous les Métis du pays des Indiens selon la loi a provoqué un engorgement de demandes de preuves d'identité métisse. La généalogiste du Centre du patrimoine Janet LaFrance est en train de relever le défi. | **Page 7.**


photo : Daniel Bahuaud

Hommage respectueux

L'atmosphère était à la reconnaissance à Steinbach, le 8 mai, lorsque la France, représentée par son consul honoraire, Bruno Burnichon (assis à gauche), a remis la Légion d'honneur à John Owczar, Bennie Klick et Lloyd Lehman, trois vétérans de la Seconde Guerre mondiale. | **Page 8.**

Joie exubérante

Le 46e Festival théâtre jeunesse organisé par le Cercle Molière a réuni les énergies de 800 jeunes bien décidés à laisser leur marque sur le jury. Comme les élèves du Collège Saint-Norbert, qui ont remporté le prix de la Meilleure production au niveau secondaire, pour la pièce ***Mon autre***. De gauche à droite: Sam Dreger, Charles Gillen, Claire Huberdeau, Samantha Christensen, T.J. Staruch et Caleb Fenez. | **Page 16.**


photo : Gracieuseté Hubert Pantel

Gagnant du grand prix d'Excellence générale
DE L'ASSOCIATION DE LA PRESSE FRANCOPHONE

RECONNU EN 2016 AU
CONCOURS DES JOURNAUX RÉGIONAUX CANADIENS

Le SOMMAIRE

LA LIBERTÉ
Depuis 1913

Journal hebdomadaire publié le mercredi par Presse-Ouest Limitée

C. P. 190, 420, rue Des Meurons, unité 105
Saint-Boniface (Manitoba) R2H 3B4
Téléphone : (204) 237-4823
Télécopieur : (204) 231-1998
www.la-liberte.mb.ca

Ouvert de 9 h à 17 h du lundi au vendredi





LE JOURNAL

Directrice et rédactrice en chef :
Sophie GAULIN
la-liberte@la-liberte.mb.ca
Directrice adjointe :
Lysiane ROMAIN
Rédacteur en chef associé :
Bernard BOCQUEL
bbocquel@mymts.net
Journalistes :
Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca
Gavin BOUTROY
presse3@la-liberte.mb.ca
Chef de la production :
Véronique TOGNERI
production@la-liberte.mb.ca
Adjointe à la direction
Facturation/Abonnement :
Roxanne BOUCHARD/Marta GUERRERO
administration@la-liberte.mb.ca
Caricaturiste :
Cayouche (Réal BÉRARD)

LA LIBERTÉ RÉD

La Liberté Réd est un département de services en rédaction, graphisme, marketing, communication et production vidéo.

Coordonnatrice :
Lysiane ROMAIN
promotions@la-liberte.mb.ca

Publi-reporters :
Camille HARPER-SÉGUY
presse2@la-liberte.mb.ca
Marouane REFAK (vidéos)
presse6@la-liberte.mb.ca

Les lettres à la rédaction seront publiées si leur contenu n'est pas diffamatoire et leur auteur(e) facilement identifiable. L'heure de tombée pour les lettres à la rédaction est le vendredi 12 h pour une possible parution le mercredi de la semaine suivante.

Veuillez noter que les chroniques publiées dans *La Liberté* reflètent l'opinion de leurs auteurs et pas forcément celle du journal.

L'heure de tombée pour les annonces est le mercredi 16 h pour parution le mercredi de la semaine suivante. La direction se réserve le droit de refuser toute annonce envoyée après cette échéance ou d'imposer une surcharge de 10 %.

Nos annonceurs ont jusqu'au mardi de la semaine suivante pour nous signaler toute erreur de notre part. La responsabilité du journal se limitera au montant payé pour la partie de l'annonce qui contient l'erreur.

L'abonnement annuel :
Manitoba : 64,50 $
(TPS et taxe provinciale incluses)
Ailleurs au Canada : 69,85 $ (TPS incluse)
États-Unis : 180,50 $ • **Outre-mer :** 247 $

Les changements d'adresse pour les abonnements doivent nous parvenir AU MOINS DIX JOURS avant la date de déménagement.

Le journal LA LIBERTÉ est imprimé sur les presses de **Derksen Printers à Steinbach**.

CONVENTION DE LA POSTE-PUBLICATIONS
N° 40012102
N° D'ENREGISTREMENT 7996
ISSN 0845-0455

« Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada par l'entremise du Fonds du Canada pour les périodiques, qui relève de Patrimoine canadien. »



ACTUALITÉS

LES VOIX DE NOS ANALYSTES

| Réagissez à nos analystes en nous écrivant sur :
la-liberte@la-liberte.mb.ca ou www.facebook.com/LaLiberteManitoba



Raymond Hébert

Mauvais départ pour la francophonie

Tandis que le nouveau cabinet progressiste-conservateur de Brian Pallister était assermenté le mardi 3 mai 2016 après sa victoire éclatante du 19 avril dernier, c'était aussi jour de célébrations partout chez les conservateurs de la province. Mais un peu moins chez les francophones manitobains.

Ça bouillonnait dans la salle de nouvelles de Radio-Canada, avenue Portage, le matin du mardi 3 mai, alors que l'équipe (et c'était vraiment un travail d'équipe!) tentait de trouver des réponses à plusieurs questions. D'abord, de qui allait relever le dossier des Affaires francophones? Réponse : d'un ministre junior, en l'occurrence Rochelle Squires, élue dans Riel, une circonscription qui comprend une partie de Saint-Vital. Elle hérite d'un dossier qui relevait depuis près de 17 ans du Premier ministre lui-même, Greg Selinger.

La députée Squires parle-t-elle français? Non. Au fait, combien de membres du nouveau cabinet parlent français? Un seul se débrouille raisonnablement bien. Il s'agit du ministre des Finances, Cameron Friesen. Et combien du nouveau caucus progressiste-conservateur, fort de 40 députés parlent français? Deux, si on veut bien inclure le nouveau député de Saint-Norbert, Jon Reyes, qui peut s'exprimer un peu dans la langue de Gabrielle Roy.

Pour les noms des nouveaux ministères, l'équipe de Radio-Canada a dû improviser des traductions non officielles, puisque le communiqué de presse était en anglais seulement, ce qui contrevient probablement à la Politique du gouvernement manitobain sur les services en français.

Sur le coup, il ne s'agit pas d'un départ glorieux côté francophonie pour le gouvernement. Il faut cependant reconnaître une mesure de bonne volonté de la part de Rochelle Squires qui, dès le vendredi 6 mai, a cherché à rectifier le tir en laissant savoir qu'elle allait s'assurer les services d'un tuteur pour s'initier au français. Tuteur dont elle assumera une partie des coûts. Il n'est pas non plus inutile de savoir que sa belle-mère, qui vient du fond belge, pourrait aussi lui être utile pour apprivoiser le français.

Le départ n'est pas glorieux pour le nouveau gouvernement, mais la bonne volonté pourrait peut-être donner des résultats. Il va bien falloir l'espérer. Parce que le gouvernement Pallister risque d'être en place pour longtemps au Manitoba.



Michel Lagacé

Comment Rochelle Squires pourrait faire sa marque (*ou l'art de s'en sortir)*

Il y a bien longtemps, dans une autre vie, je travaillais dans le bureau du Premier ministre de l'Ontario. Comme membre d'une petite équipe chargée de conseiller et de coordonner les activités des plus grands ministères provinciaux (santé, éducation, universités, services à la famille, etc.), j'avais souvent l'occasion d'intervenir dans les débats publics de l'époque. Dans une serre chaude où les crises pouvaient faire irruption à tout moment, il fallait être prêt à réagir rapidement pour conseiller les ministres, sachant que le Premier ministre Bill Davis était un maître de l'art de projeter un air calme et serein. *Bland works*, aimait-il dire.

Dans un environnement volatile et susceptible de changer rapidement, les courts-circuits sont de la première importance. Avec l'expérience, il m'est apparu que quatre options se présentent, peu importe l'urgence du jour :

a) Ne rien faire;
b) Ne rien faire, mais donner l'impression de faire quelque chose;
c) Faire quelque chose, mais donner l'impression de ne rien faire;
d) Faire quelque chose et donner l'impression de faire quelque chose.

Ce souvenir lointain me revient à l'annonce que la ministre des Affaires francophones du Manitoba ne parle pas le français. Se déclarant prête à travailler avec ce qu'elle appelle des *stakeholders*, Rochelle Squires n'avait plus rien à dire sur son nouveau rôle. Quelle option pourrait-elle choisir pour se racheter d'un début si maladroit?

Un scénario se dessine :

1. Mme Squires pourrait, premièrement, reconnaître que les Manitobains qui parlent français sont des Manitobains de plein droit, et pas une simple clientèle à qui le gouvernement est appelé à concéder quelques miettes entre les élections.
2. Elle pourrait communiquer avec la Société franco-manitobaine et demander de rencontrer non pas seulement deux ou trois représentants, mais inviter d'autres responsables d'organismes qui transigent avec son ministère et son gouvernement; par exemple : culture, patrimoine, sports et loisirs, santé, éducation, etc. Elle pourrait ainsi établir un premier contact avec le réseau d'organismes francophones provinciaux.
3. Appuyés par la SFM, les organismes qui œuvrent sur le terrain pourraient faire un premier tour de table très bref pour exposer à la ministre leurs mandats, leurs plans d'avenir et leur volonté de collaborer avec le nouveau gouvernement.
4. Les participants ne manqueraient pas de souligner l'importance d'une loi sur les services en français. Ils auraient intérêt à proposer des moyens de bonifier le projet de loi 6, reconnaissant qu'un nouveau gouvernement veut laisser sa marque sur ses propres initiatives et éviter de reprendre tout simplement les idées de l'ancienne administration. Par surcroit, la ministre pourrait se féliciter de consulter les intéressés avant de déposer un projet de loi, ce qui n'a pas été fait l'automne dernier.
5. La SFM pourrait ensuite rédiger un aide-mémoire pour la ministre, soulignant les propositions les plus importantes, et offrant de commenter toute ébauche d'un projet de loi sur les services.
6. La ministre aurait besoin d'une note de service brève et rigoureuse sur l'évolution du français au Manitoba, à partir du pacte confédératif de 1867, en passant par la *Loi sur le Manitoba* de 1870 et ses clauses qui portent sur le français, la *Official Language Act*, les décisions de la Cour suprême à partir du cas Forest, et la politique sur les services en français élaborée par le gouvernement de Gary Filmon. Elle a besoin de connaître cette information à fond pour expliquer au cabinet et à son caucus comment une loi sur les services en français reflète la réalité constitutionnelle et historique de la province. Elle doit rassurer son caucus et lui donner des outils pour que les députés puissent expliquer l'initiative proposée au grand public.
7. Dans la foulée d'une série de nouvelles initiatives du nouveau gouvernement, une loi sur les services en français ne fera pas longtemps les manchettes. C'est l'option "petit c" à l'œuvre, celle de faire quelque chose, mais de donner l'impression de ne rien faire, parce qu'il s'agirait de confirmer le statu quo, de légiférer pour normaliser la politique sur les services en français au Manitoba, sans chambarder l'administration provinciale. *Bland works*.
8. La SFM aurait comme rôle de mobiliser la population pour laisser savoir au nouveau gouvernement qu'il a l'appui des parlants français du Manitoba et qu'un projet de loi démontre concrètement l'engagement du Premier ministre de gouverner pour tous les Manitobains.
9. Le nouveau gouvernement aurait le luxe de recevoir l'appui des deux partis d'opposition à l'Assemblée législative, ce qui a gravement manqué au gouvernement d'Howard Pawley en 1984.
10. Et Rochelle Squires? À elle reviendrait le mérite de s'être rachetée après un début de vie publique malhabile. Alors viendra le temps de l'honorer en lui présentant solennellement le prix Riel dans une catégorie unique, celle de services rendus à la société canadienne toute entière. La députée de Riel aura fait sa marque en pansant des blessures infligées à la vision originelle d'un Manitoba bilingue, ouvert à la diversité et fidèle à sa nature unique. Elle et son gouvernement auront fait preuve d'une volonté politique qui appuierait un bilinguisme d'adhésion, reléguant aux oubliettes le bilinguisme de concession qui nous empêche de réaliser notre plein potentiel comme manitobains et comme canadiens.
11. Pour la SFM, une occasion en or se présente d'organiser une mobilisation des organismes et de la population, un phénomène rarissime depuis des décennies. Critiquée pour son manque de pertinence et son rôle incertain durant les cafés citoyens et le rassemblement du 23 avril, la SFM aurait droit à l'option "petit d", la quatrième dont disposait Bill Davis en Ontario : celle de faire quelque chose et de donner l'impression de faire quelque chose. C'est l'option dont rêve tout élu et tout leader.

Éditorial



par Bernard Bocquel
bbocquel@mymts.net

Revisitons la narrative sur le 12 mai 1870 *(Si Gabriel Dufault avait su)*

Le 12 mai 1870, la *Loi sur le Manitoba* recevait l'assentiment royal. Cependant, le texte prévoyait que la loi ne prendrait effet que le 15 juillet 1870. Une façon de reconnaître que les gens de la Rivière-Rouge avaient encore un mot à dire.

Pourtant le 12 mai 1870 a été longtemps considéré comme la date de naissance de la 5e province de la Confédération canadienne. Lorsqu'au début des années 2000 l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba relança la tradition d'un pique-nique annuel, c'est le 12 mai qui fut choisi pour la tenue de l'évènement. Au regard du président Gabriel Dufault, c'était la journée par excellence pour rendre hommage à l'héritage de Louis Riel, de préférence au 16 novembre, le jour de sa pendaison.

Les hasards du climat voulurent cependant que les participants aux premiers pique-niques de la nouvelle vague eurent maintes fois à subir un temps inclément. L'absence de maringoins ne fournissait qu'une maigre consolation. Depuis quelques années déjà, le pique-nique annuel de l'Union nationale métisse prend place au courant du mois de juin.

Il se trouve que sur le plan historique, juin s'avère un temps bien plus propice à souligner les accomplissements des porteurs de la Résistance de 1869-1870. Gabriel Dufault était féru d'histoire, mais comme tous les amateurs en la matière, il dépendait du travail des historiens professionnels, ces personnes qui ont souvent le nez plongé dans des bouts de papiers anciens.

Grâce à la montée en puissance du phénomène métis, les chercheurs disposent enfin de plus de moyens financiers pour se pencher sur certaines périodes méconnues de l'histoire de la Rivière-Rouge. Un essai publié en 2010 consacré à « L'histoire de l'Assemblée législative d'Assiniboia/ le Conseil du gouvernement provisoire » constitue un de ces exemples qui renouvèle le regard sur les évènements.

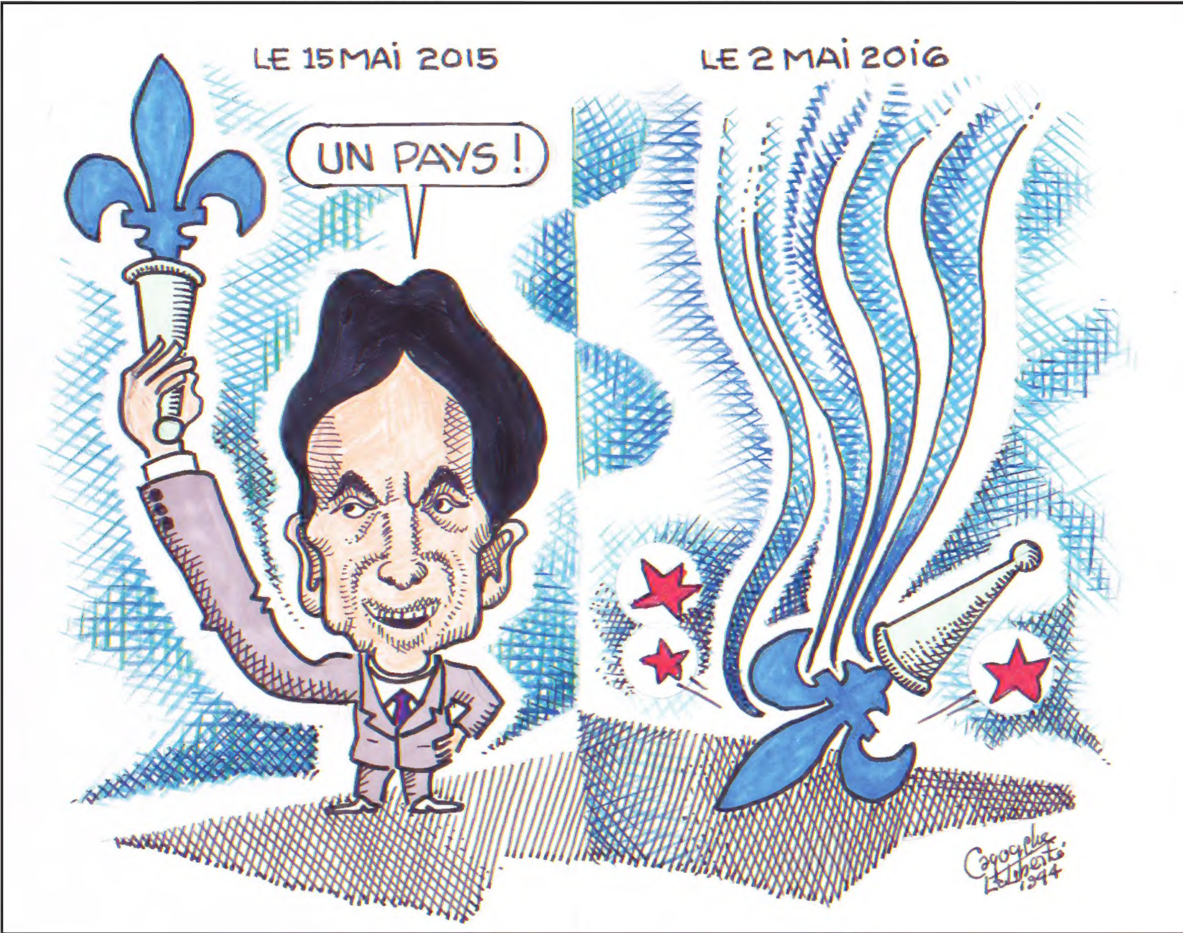
Ainsi il n'y eut pas que le gouvernement provisoire présidé par Louis Riel. Il y eut aussi cette Assemblée législative d'Assiniboia présidée par Louis Riel, et demeurée en vigueur du 9 mars au 24 juin 1870. La quasi-totalité des législateurs étaient métis et l'équilibre entre anglophones et francophones était respecté. La troisième et dernière session avait pour but d'entendre le négociateur principal du gouvernement provisoire, Noël Ritchot, tout juste de retour d'Ottawa, expliquer la *Loi sur le Manitoba*. Prévue pour se tenir le 23 juin, l'assemblée a dû être reportée au 24 juin à cause d'une indisposition du curé de Saint-Norbert.

Si à l'orée de l'An 2000 Gabriel Dufault avait pu mieux être au fait de son histoire, dès les premiers pique-niques modernes de l'Union il aurait pu justifier de tenir une fête champêtre en hommage à Louis Riel un 24 juin. Quitte à accepter d'avance la potentielle présence des maringoins.

Citons un extrait significatif de l'essai publié sous la direction de Norma Hall, Ph.D. : « Après avoir questionné Ritchot sur les implications des différentes clauses et reçu la réassurance que, contrairement à ce que disaient les journaux, les gens du Canada étaient en faveur du gouvernement provisoire, l'Assemblée fut satisfaite que les droits qui lui tenaient à cœur avaient été reconnus. L'Honorable Louis Schmidt proposa que *l'Assemblée législative de ce pays adopte la Loi sur le Manitoba, au nom des gens, et décide de faire partie de la Dominion du Canada* [...]. Le commentaire de conclusion revint à Louis Riel, tel que noté par le greffier William Coldwell : *Je félicite les gens du Nord-Ouest pour le dénouement heureux de leurs réalisations (applaudissements). Je les félicite pour leur modération et pour la fermeté avec laquelle ils ont poursuivi leurs objectifs; et je les félicite d'avoir eu assez confiance en la Couronne d'Angleterre* [...]. »

Nous savons bien que cette confiance a été maintes fois trahie par Ottawa, qui y a même laissé l'honneur de la Couronne (c'est-à-dire le nôtre, celui de tous les citoyens canadiens) comme l'a déclaré la Cour suprême du Canada dans un jugement l'an dernier. Mais toutes ces trahisons ne doivent pas occulter une vérité essentielle : le pari de Riel et de Ritchot a réussi parce qu'un esprit d'unité a prévalu au sein de la population. Les habitants de la Rivière-Rouge avaient explicitement fait passer la solidarité humaine avant toutes considérations politiques, religieuses ou culturelles.

Cette éclairante vérité historique pourra être rappelée au pique-nique annuel des Métis, qui se tiendra cette année le 22 juin, à l'avant-veille d'une très bonne journée dans la vie de Louis Riel, voilà 146 ans.



À VOUS *la parole*

Vous pouvez réagir aux lettres sur www.la-liberte.mb.ca ou en écrivant à la rédaction la-liberte@la-liberte.mb.ca.

Générosité rime avec intégrer

Madame la rédactrice,

À l'image de l'adage africain qui dit qu'« il faut un village pour éduquer un enfant », nous croyons à l'Accueil francophone qu'il faut toute une communauté pour accueillir un nouvel arrivant et l'aider à s'établir dans sa nouvelle communauté.

Dans notre belle francophonie manitobaine, plusieurs donnent l'exemple de cet accueil chaleureux, digne et si spécial. Le dernier qui vient de faire preuve de son grand cœur s'appelle Grégory Pascal. Très bien connu grâce à son école de natation qu'il gère avec sa femme, Greg a offert depuis quelques semaines de prendre deux jeunes enfants nouvellement arrivées sous ses palmes pour leur apprendre à nager. Quoi de plus beau dans ce pays aux cent mille lacs!

Pour compléter cette belle générosité, le groupe "le café suspendu" a accepté, tout aussi généreusement, d'aller au-delà de sa mission et de suspendre, non pas des cafés, mais des entrées à la piscine Bonivital. Donc grâce à ces deux organismes, deux enfants recevront des cours qui leur permettront d'être plus en sécurité au contact de l'eau. En raison de l'importance de la sécurité nautique, toute l'équipe de l'Accueil francophone leur dit MERCI!

Merci aussi à tous ceux qui, dans la communauté, ont compris que nous avons besoin d'eux pour mieux accueillir les gens dans la communauté. Certains d'entre eux font des dons matériels. D'autres donnent de leur temps à travers des programmes comme celui du jumelage. L'Accueil francophone garde toujours ses portes grandes ouvertes à toutes les personnes qui veulent s'impliquer dans cette si belle mission.

Au nom de l'Accueil francophone,
Wilgis Agossa
Responsable des communications
Le 30 avril 2016

Rochelle Squires peut compter sur Réseau action femmes

Madame la rédactrice,

Nous voulons remercier toutes les personnes qui ont décidé de se présenter comme candidates et candidats aux élections provinciales à cause des sacrifices que ce genre d'engagement exige d'eux et de leur famille. Tant d'énergie et d'efforts déployés, tiraillé(e)s que vous avez été entre la famille et le devoir civique. La démocratie ne fonctionnerait pas sans cette générosité de la part de citoyennes et citoyens engagés. Nous vous en sommes reconnaissantes.

Félicitations à toutes les personnes élues. Nous apprécions les efforts du nouveau Premier ministre Brian Pallister qui s'engage à gouverner pour tous les Manitobains et qui démontre son engagement pour une équité homme-femme dans son cabinet. Le Canada a ratifié la Convention (onusienne) pour l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que son protocole facultatif il y a déjà 14 ans. Cela engage le pays et les Provinces et Territoires à une analyse comparative entre les sexes de tout programme, politique et loi. Si l'analyse démontre que les femmes subissaient davantage de conséquences négatives, on doit alors amender le projet pour atténuer les effets néfastes. Comme par exemple le besoin d'analyser le budget afin qu'il soit équitable, Nous constatons avec satisfaction que M. Pallister s'engage à respecter ce principe de gouvernance canadien en nommant quatre femmes au cabinet (presque 30 %). Un geste symbolique!

Nous regrettons par contre que si peu des élus progressistes-conservateurs connaissent le français et la communauté francophone. Ceci ajoutait un défi supplémentaire dans le choix des ministres et quel ministère leur confier. Nous sommes quelque peu inquiètes du choix de Mme Rochelle Squires comme ministre des Affaires francophones, étant donné le fait qu'elle ne parle pas le français. Nous voulons cependant croire qu'avec son énergie et sa bonne volonté d'avoir bien voulu accepter un tel défi qu'elle fera des efforts pour connaître notre communauté en priorité, qu'elle participera à nos activités et tentera d'apprendre notre langue. Nous sommes heureuses qu'elle soit nommée aussi bien à la Condition féminine et au ministère du Sport, de la Culture et du Patrimoine.

Nous félicitons donc Mme Squires d'avoir accepté les responsabilités qui lui sont confiées. Elle peut compter sur nous pour partager l'histoire de notre communauté et des besoins particuliers des femmes francophones, de leurs familles et de la communauté. Nous espérons que toute l'équipe ministérielle saura apprécier la valeur ajoutée et la vitalité de la francophonie. Nous souhaitons nos meilleurs vœux à ce nouveau gouvernement progressiste-conservateur.

Gisèle Saurette-Roch
Présidente intérimaire
Réseau action femmes MB, inc.
Le 4 mai 2016

À VOUS *la parole*

*Vous pouvez réagir aux lettres sur **www.la-liberte.mb.ca** ou en écrivant à la rédaction **la-liberte@la-liberte.mb.ca**.*

À la rencontre des Métis et des grands-mères africaines

Madame la rédactrice,

Un jour au Québec, j'ai reçu un appel téléphonique de Pauline Hince, membre de l'Union nationale métisse Saint-Joseph du Manitoba, me disant qu'elle coordonnait des ateliers de tradition culturelle autochtone et qu'elle recherchait une personne-ressource d'origine Anishnaabeh parlant la langue française. Elle me voyait comme étant celle qui pourrait répondre à ses espérances pour transmettre durant quelques jours des enseignements permettant un retour aux sources afin de revitaliser les racines culturelles de la nouvelle génération métisse du Manitoba. De plus, elle désirait me faire venir pour démarrer et animer un Cercle de dialogue interculturel entre grands-mères métisses et africaines.

Dans mon for intérieur, j'avais toujours espéré rencontrer la communauté métisse de la Rivière-Rouge, ayant beaucoup de respect et d'admiration pour la façon dont ils avaient survécu et traversé l'histoire canadienne. J'ai saisi l'occasion en proposant tout d'abord à Pauline Hince de prolonger mon séjour afin que la communauté puisse mieux profiter de mon expertise, et pas seulement pour offrir plusieurs types d'ateliers ou formations. Il s'agissait plutôt de poser les bases d'un Cercle coopératif dans une perspective de transmission des savoirs et savoir-faire, pour dynamiser le milieu afin de s'assurer une relève parmi les participant(e)s aux ateliers.

Comme j'avais publié un livre *Une pédagogie de la spiritualité amérindienne* (2013 (Éditions l'Harmattan) et que je venais justement de mettre sur pied un projet intitulé *Autour de l'Arbre de Vie*, dans ma région (Lanaudière), il suffisait de s'inspirer de la même démarche en tenant compte des objectifs spécifiques de la communauté métisse. La *pédagogie par symboles* que j'ai développée et appliquée au fil de mes trente dernières années d'expérience est une approche tout à fait unique et novatrice. En plus d'initier les participants-tes au Cercle de Vie, elle les invite à explorer les dimensions profondes de leur être, en faisant appel à l'intuition, aux perceptions, aux ressentis et à la créativité comme moteur de transformation.

Une éthique basée sur le respect et l'authenticité régule les actions sous forme d'activités ludiques inspirées de la tradition autochtone. Je pense au Bâton de la Parole comme outil et mode de communication efficace permettant de développer le dialogue interculturel pour une meilleure inclusion et intégration de la personne et son expression artistique afin de libérer l'énergie créatrice affermissant la construction identitaire.

Nous avons repris le concept *Autour de l'Arbre de Vie* et l'avons adapté plus largement en deux étapes, soit pour un séjour en octobre –novembre dernier et plus récemment, en février-mars, notamment durant la période du Festival du Voyageur.

De plus, en tant qu'artiste multidisciplinaire, j'ai eu l'opportunité d'exposer mes œuvres récentes au Musée de Saint-Boniface. L'exposition *Aanji Maajitawin - l'art de revitaliser la tradition* proposait une réflexion enclenchée par les dégâts environnementaux qui risquent de porter atteinte à la pérennité des ressources naturelles puisées en forêt, dont dépendent les connaissances et savoir-faire autochtones.

J'ai beaucoup appris en dirigeant le Cercle des grands-mères africaines et métisses. À travers leurs récits et symboles, plusieurs paroles de sagesse nous ont été révélées, témoignages que nous avons pu rendre public par une exposition de leurs œuvres et une vidéo. Le partage est essentiel entre nous pour assurer la survivance et la pérennité de nos savoirs et savoir-faire. Je me suis dis que cette pratique devrait s'intégrer entièrement dans les mœurs de la société canadienne, pas seulement lorsque nous bénéficions d'un financement pour ce faire. Elle devrait devenir un art de vivre, basée sur de véritables liens d'amitié et des valeurs coopératives ou communautaires.

J'ai eu le privilège d'apprendre aux côtés d'Aînés métis comme Paul Desrosiers et Dolorès Gosselin, qui transmettent généreusement leurs méthodes pour faciliter l'apprentissage auprès de la relève, que cela soit pour la fabrication d'un tambour ou pour découvrir comment établir une relation spirituelle avec cet instrument.

Mon long séjour m'a permis de rencontrer des membres de la communauté métisse ainsi que le monde de la francophonie pour mieux observer et cerner leurs enjeux et besoins. Avec une grande ouverture de cœur et d'esprit, j'ai consulté le milieu de l'éducation afin de discuter ensemble de méthodes permettant de faciliter l'intégration de la perspective autochtone et métisse dans les milieux scolaires et communautaires. En espérant pouvoir revenir et contribuer à relever de nouveaux défis qui nous attendent tous et toutes, je souhaite que mon humble contribution apportera une pierre de plus à l'édification et la revitalisation de la nation métisse et francophone au Manitoba.

Migwetch et baama pii, paix dans le grand Cercle de l'Unité!

Dolorès Contré Migwans
Le 3 mai 2016

Les politiciens font des gaffes

Madame la rédactrice,

Félicitations à Bernard Bocquel pour son éditorial sur Greg Selinger (*La Liberté* du 27 avril au 3 mai 2016). Quand pendant la campagne électorale j'entendais monsieur Pallister lui reprocher, chaque fois qu'il ouvrait la bouche, la hausse de 1 % de taxe provinciale, j'en avais des frissons de colère. Car pour chaque Manitobain l'augmentation était bien peu en considérant la somme énorme qu'elle apportait au trésor public. C'était la seule chose qu'il avait contre lui. J'ai hâte de le voir à l'œuvre, ce monsieur Pallister.

En ce moment, je suis les primaires chez nos voisins du Sud. Les Américains, qui ont toujours choisi un homme distingué et cultivé, choisiront-ils un homme sans éducation et sans manières, qui se vante même de ne pas lire de livres? Il sait que les statistiques qu'il cite à tour de bras ne sont pas toujours vraies, mais prétend que ce n'est pas à lui d'aller les vérifier.

« Seul celui qui ne fait rien ne fait jamais de gaffes, mais toute sa vie en est une ». Eh oui! Les politiciens font des gaffes, mais ils font quelque chose...

Annette Saint-Pierre
Le 2 mai 2016

Écrivez-nous!

Le journal *La Liberté* est ouvert à la publication de toute lettre à l'éditeur à condition que l'identité de l'auteur soit connue (les noms de plume ou pseudonymes ne sont pas acceptés) et qu'elle ne contienne pas de propos diffamatoires. La rédaction se réserve également le droit de limiter la longueur des lettres ou de retourner celles dont la formulation n'est pas claire. Merci d'envoyer vos lettres au plus tard le vendredi avant midi pour une possible parution la semaine suivante à l'adresse **la-liberte@la-liberte.mb.ca.**

LA GARDERIE DES BAMBINS BIENTÔT À ST. PHILIP'S

Bien du travail, mais un avenir assuré

La faillite est évitée : la Garderie des Bambins emménagera dans de nouveaux locaux, en principe début juin. Pour son personnel et les parents des 16 enfants qui la fréquentent, c'est le soulagement général.

Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

C'est au sous-sol de l'église anglicane St. Philip's, située au 240, rue Taché, que la Garderie des Bambins occupera des locaux plus spacieux qui permettront à la garderie francophone non seulement d'éviter la faillite, mais d'envisager avec confiance son avenir.

Inné Dicko, mère de deux enfants, jubile :

« J'ai déjà moins de stress, juste à savoir que la garderie déménagera bientôt. Et pas bien loin, non plus. La Garderie des Bambins est encore située au 197, rue Kitson. L'église St. Philip's est à un coin de rue. Pour les parents, c'est soulageant de savoir que la routine de tous les jours ne sera pas chambardée. Pour les enfants, qui sont déjà passés devant l'église St. Philip's, c'est rassurant. Les éducatrices leur ont déjà expliqué qu'en peu de temps, ils seront dans ce bâtiment. »

Thérèse Musafiri, la directrice de la Garderie des Bambins, se réjouit pour sa part du fait que la situation financière de la garderie pourra s'améliorer :

« Pour accueillir ses 16 enfants âgés de deux à cinq ans sur la Kitson, il fallait dépenser 1 325 $ par mois en loyer. À l'église St. Philip's, on paiera 1 200 $ par mois. C'est encore beaucoup, à comparer aux 700 $ par mois que paient en moyenne les garderies scolaires. Mais nous pourrons enfin offrir plus de places. Notre permis, que nous avons obtenu le 4 mai, nous donne la possibilité d'accueillir jusqu'à 40 enfants. Et à St. Philip's, il y a justement l'espace pour autant de jeunes. Sur Kitson, nous étions limités à 16 jeunes, sans aucune possibilité d'en accueillir plus, à cause du manque d'espace. »



photo : Daniel Bahuaud

Quelques membres de la famille de la Garderie des Bambins, à l'entrée du sous-sol de l'église anglicane St. Philip's, située rue Taché. De droite à gauche : Mamoudou Traore et sa mère, Inné Dicko; Thérèse Musafiri, la directrice; Mariam Traore, une ancienne de la garderie, et Sandrine Lasserre, secrétaire et parent de la garderie.

Le sous-sol de l'église est présentement occupé par Harmony Daycare, une garderie familiale anglophone installée temporairement après une inondation dans ses locaux de l'avenue Assiniboine. « Harmony s'apprête à reprendre son local originel, qui a été réaménagé. La garderie n'attend que le permis de la Ville de Winnipeg pour s'y réinstaller », mentionne Inné Dicko, qui est devenue trésorière de la Garderie des Bambins à l'automne de 2015.

Entretemps, le conseil d'administration de la Garderie des Bambins a déjà décidé d'ajouter dix places d'ici septembre, soit six pour des enfants de deux ans et plus, et quatre pour les petits âgés de 18 moins à deux ans.

Thérèse Musafiri élabore : « La demande pour des places est telle qu'on a déjà nos quatre bébés. Et nous avons une bien longue liste pour les enfants plus âgés. Alors c'est presque une certitude que nous continuerons d'ajouter des places dans de brefs délais. Pour accueillir ces jeunes, nous allons embaucher trois nouvelles éducatrices, qui s'ajouteront aux quatre éducatrices qui font déjà partie de notre équipe.

« Les locaux chez St. Philip's sont grands. On passe de 1 200 pieds carrés à plus de 2 400 pieds carrés. Sans parler d'une salle polyvalente de 1 571 pieds carrés. Il y a deux toilettes, une belle cuisine et du stationnement pour le personnel. Nous perdons notre cour, mais il n'est pas impossible qu'on puisse aménager un terrain de jeu à St. Philip's. En attendant, il y a les parcs Traverse et Norwood. Et on est toujours près du CRÉÉ. (1) Ce sera mieux. Beaucoup mieux. »

Thérèse Musafiri souligne toutefois que les défis financiers ne disparaîtront pas du jour au lendemain pour la Garderie des Bambins. « On organisera une vente de garage (2) et un barbecue. Et on a déjà lancé une campagne de sociofinancement sur le site gofundme.com. (3) (voir aussi l'article ***La contemplation passe par Twitter*** à la page 17 du journal). Il faut du financement supplémentaire. Au moins, ce n'est plus pour éviter la faillite, mais plutôt pour consolider notre avenir. »

(1) Le Centre de ressources éducatives à l'enfance de la Fédération des parents du Manitoba est situé au 177, rue Eugénie.

(2) La vente de garage de la Garderie des Bambins aura lieu les 28 et 29 mai, de 9 h à 16 h, au 197, rue Kitson.

(3) Au www.gofundme.com/4gx33umc

QUAND LA COUR SUPRÊME SE PRONONCE SUR LES MÉTIS

Les chemins mènent au Centre du patrimoine

« Suis-je Métis? » Depuis que la Cour suprême du Canada a déclaré à la mi-avril que les Métis sont aussi des Indiens au sens de la loi, la généalogiste Janet La France est débordée de travail.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

Lorsque les neuf juges de la Cour suprême du Canada ont déclaré à l'unanimité, le 14 avril dernier, que les Métis sont des Indiens et que c'est avec le Fédéral qu'ils devront négocier, les demandes de recherches généalogiques visant à établir les antécédents métis sont montées en flèche.

Janet La France souligne l'impact de la décision juridique : « D'habitude, on reçoit de 60 à 90 demandes de recherche par mois. En avril, on en a reçu 217, et presque toutes ces demandes ont été faites après le 14 avril. La quasi-totalité des gens nous ont ouvertement demandé s'ils étaient métis. »

Pour Janet La France, c'est « du jamais vu ». « Le défi est énorme. J'arrive à compléter entre 70 et 80 recherches généalogiques par mois. D'habitude, quand on demande nos services, on peut s'attendre à des résultats entre six et huit semaines. Maintenant, ça va prendre près de trois mois. »

Cependant la présence de Jean-Pierre Noël, le bénévole qui l'aide dans son travail, console la généalogiste. « Jean-Pierre Noël est un chercheur fiable. Il me donne un coup de main à chaque semaine. Son travail est impeccable, parce qu'il a aussi été formé par celle qui m'a beaucoup aidée, Patricia Turenne, une généalogiste extraordinaire. On regrette encore aujourd'hui sa mort. »

Qu'apprennent donc Janet La France et Jean-Pierre Noël une fois rendus au bout de leurs recherches sur une demande en particulier?

« Près de 80 % des demandeurs sont effectivement métis. Les autres sont canadiens-français, ou encore autochtones. »



photo : Daniel Bahuaud

Janet La France : « Près de 80 % des demandeurs sont effectivement métis. Les autres sont canadiens-français, ou encore autochtones. »

Pour faire une recherche généalogique au Centre du patrimoine, un demandeur doit apporter des pièces d'identité gouvernementales valides qui comprennent des photos, comme un permis de conduire. Janet La France poursuit : « Il faut aussi un certificat de naissance ou de baptême qui indique le nom de ses parents. Ensuite, on demande d'inclure autant de renseignements que possible, comme les noms complets de ses grands-parents maternels et paternels. Les dates les dates et lieux de naissance et de décès sont aussi d'excellents points de départ.

« Outillés avec ces données, on part à la recherche. On confirme d'abord ce qui nous a été fourni. On fouille dans les nécrologies du site Internet newspaperarchives.com, qui contient, entre autres, le *Free Press* des années 1874 à 2016. On consulte aussi le projet Peel en ligne pour accéder aux nécrologies de *La Liberté*. »

Autres sources d'informations : les recensements du Canada disponibles, l'index en ligne du Bureau de l'état civil, les registres paroissiaux des archidiocèses de Saint-Boniface et de Keewatin-Le Pas, qui contiennent les baptêmes, les mariages et les sépultures de nombreuses familles métisses.

« Nous arrivons à répondre à la grande majorité des demandes de renseignements généalogiques. Dès qu'on arrive à relier le demandeur à l'une des grandes familles métisses de la Rivière-Rouge, ça devient pas mal facile. C'est plus difficile quand on a affaire à des Métis anglophones et anglicans. Le Centre du patrimoine n'a pas les registres de l'Archidiocèse de Winnipeg ou encore du diocèse anglican de Rupert's Land, ou encore les archives de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

« Et puis on a parfois des demandes de l'Ontario et des provinces de l'Ouest. Même à l'occasion des Maritimes et des États-Unis. Dans le cas des Américains, surtout ceux du Dakota du Nord et du Sud, ou encore du Montana qui pourraient bel et bien avoir des liens de parenté avec les Métis de la Rivière-Rouge, il faut les prévenir à l'avance d'apporter autant de documentation officielle que possible. Après tout, c'est un autre pays et on n'a accès qu'à très peu de données. »

Et si les recherches sont concluantes?

« Alors le Centre du patrimoine fournit deux pages de généalogie, avec preuve d'ascendance métisse. Les demandeurs peuvent ensuite aller à la Manitoba Metis Federation pour obtenir leur carte. Le Centre du patrimoine, grâce à ses archives très riches, est la seule institution de recherche généalogique reconnue par la MMF. C'est, en grande partie, pourquoi on a reçu tant de demandes d'informations. »

TROIS MANITOBAINS OBTIENNENT LA LÉGION D'HONNEUR

La France s'incline devant nos vétérans

Bennie Klick, Lloyd Lehman et John Owczar ont reçu la plus haute distinction que la France puisse conférer pour avoir participé, en 1944, à la libération du pays.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La remise de l'ordre national de la Légion d'honneur à Bennie Klick, Lloyd Lehman et John Owczar a eu lieu le 8 mai à Steinbach, dans la plus grande solennité.

Bill Richards, le président de la branche 190 de la Légion royale canadienne, a souligné que le jour de la remise de la prestigieuse médaille française n'a pas été choisi au hasard :

« C'est le 8 mai 1945 que les Alliés ont obtenu la victoire sur l'Allemagne nazie. Si les horreurs et les obscénités de la Seconde Guerre mondiale en Europe ont pris fin avec la capitulation de l'Allemagne, rappelons-nous que la lutte acharnée des Alliés n'a pas été facile.

« Les soldats canadiens ont eu un rôle important à jouer dans cette lutte. Dès le 6 juin 1944, jour J qui a marqué le débarquement des troupes alliées en France, leur contribution a été significative. Lors du débarquement, la 3e division canadienne, qui comprenait entre autres les régiments des Royal Winnipeg Rifles, du Fort Garry Horse et des Regina Rifles, nos soldats ont réussi à avancer plus de 11 kilomètres en sol occupé, malgré une résistance remarquable de la Wehrmacht. Dès ce premier jour, 364 soldats canadiens sont morts, et 574 ont été blessés. »

LLOYD LEHMAN a débarqué en France début juillet 1944. Le soldat conduisait des camions de munition pour le régiment de la Black Watch de la 2e division canadienne. « Dès le premier jour en France, nous avons été bombardés. Nos munitions ont été touchées. Et les véhicules ont brûlé toute la nuit. C'était sérieux. Nous avons foncé vers la Belgique. À Dunkerque, les combats ont été violents. Je ne voulais pas rester près de mon camion à moins qu'il ne roulait et que j'étais au volant. C'était vraiment très dangereux. On a eu la frousse.

« Je me souviendrai toujours de l'accueil qu'on a reçu à Rouen. Les Français criaient "Vive la France! Vive le Canada!" C'est un beau souvenir. Après le 8 mai 1945, on n'a pas beaucoup célébré. On était juste soulagés et heureux d'avoir survécu. Par après, je suis resté huit mois en Europe, comme membre de l'armée d'occupation. »

BENNIE KLICK a débarqué en France le 28 juillet 1944 avec la 4e brigade motorisée de l'armée canadienne. Comme Lloyd Lehman, il conduisait des camions. Lors des cérémonies, son fils, Jack Klick, a pris la parole : « Le 8 août, mon père a survécu à un assaut de la 12e Panzerdivision Hitlerjugend. La brigade a perdu 48 de ses 52 chars d'assaut. Mais il est fier d'avoir contribué à la capitulation de la 7e armée allemande, dans la célèbre percée canadienne de la « Poche de Falaise » lors de la Bataille de Normandie. »



photo : Daniel Bahuaud

Bruno Burnichon, le consul honoraire de France, remet la médaille de la Légion d'honneur à Bennie Klick, accompagné de son fils Jack Klick.

JOHN OWCZAR conduisait des chars d'assaut Grizzly (NDLR : Une version modifiée par le Canada du célèbre Sherman américain). Son fils, David Owczar, raconte : « Papa a passé trois semaines en France. Aujourd'hui, c'est le temps d'une tournée en vacances. En 1944, c'était autre chose. Papa a souvent expliqué aux enfants et aux petits-enfants que les Allemands cachaient des mines sous les pavés de pierre. Alors les Canadiens ne pouvaient pas les voir ou parfois même les détecter. Mon père se souvient particulièrement du jour où il avait perdu son tank. On lui a donné un nouveau véhicule, mais qui ne voulait pas démarrer. Alors il a pris un autre blindé pour partir en patrouille. En rentrant de cette sortie, il a appris que le Grizzly qu'il avait abandonné avait été touché, et qu'un soldat y avait perdu la vie. Le souvenir d'avoir survécu alors que tant d'autres sont morts le hante jusqu'à aujourd'hui. »

Bruno Burnichon, le consul honoraire de France qui a remis la Légion d'honneur à Bennie Klick, Lloyd Lehman et John Owczar, était visiblement ému par ces témoignages : « Le peuple français n'oubliera jamais la bravoure des soldats canadiens. Des milliers d'entre eux ont trouvé la mort pour libérer mon pays de la terreur et de la tyrannie. Avec ce que le Canada a fait lors du débarquement, et en Normandie, un seul mot est possible : merci. »

L'EXPANSION DU BASSIN D'ÉPURATION DE SAINT-PIERRE-JOLYS

Reste à régler la question des taxes

Une consultation publique sur l'agrandissement du bassin d'épuration de Saint-Pierre-Jolys a permis à la mairesse Mona Fallis de présenter la plus récente version du projet. Un modèle écologique a été mis à l'avant-plan. Reste à résoudre un désaccord sur l'augmentation des taxes foncières.

Gavin BOUTROY
presse3@la-liberte.mb.ca

Le village de Saint-Pierre-Jolys a tenu le 5 mai une consultation publique portant sur l'expansion proposée du bassin d'épuration. Le coût est estimé à 2,6 millions $. Une vingtaine de résidents étaient présents pour discuter du financement de l'emprunt pour le projet, et du modèle de bassin d'épuration.

Mona Fallis donne ses impressions de la réunion : « Le public comprend que l'on est obligé d'agrandir le bassin d'épuration. Il est conçu pour 800 habitants et on est déjà 1 200. Ça contrevient aux actuelles normes provinciales, donc l'expansion est obligatoire. »

Le plan proposé doit permette d'étendre le système d'égout pour qu'il puisse subvenir aux besoins de 1 800 à 2 000 habitants. La mairesse explique que « une fois le projet complété, on pourra construire 150 nouvelles maisons. Pour nous, 150 maisons, c'est beaucoup. Ça peut prendre 25 ans. On a aussi les plans pour une deuxième phase d'expansion, si ça devenait nécessaire. »

Avec un coût évalué à de 2,6 millions $, la question du financement a suscité des échanges plus vifs, indique la mairesse. « Il y a seulement eu du débat sur la façon de financer le projet. »



Archives La Liberté

Mona Fallis, la mairesse de Saint-Pierre-Jolys, met en perspective le faible taux de présence des résidents à la consultation sur le bassin d'épuration : « On n'était pas beaucoup. Alors soit les habitants sont prêts à accepter n'importe quelle solution, soit ils nous font confiance! »

Mona Fallis justifie le plan de taxation « par évaluation » qui a été proposé à la réunion: « Notre proposition disait que, comme c'est plus cher d'installer un système d'égout dans les nouvelles maisons que dans les petites maisons plus anciennes, les nouvelles maisons devraient payer plus de taxes pour repayer l'emprunt. Ça n'a pas été bien reçu. »

« On a présenté un modèle qui serait équitable pour toute la communauté, mais on est prêt à faire de la recherche sur d'autres façons de repayer l'emprunt. » Elle note qu'il existe d'autres modèles, comme une taxe à taux fixe par parcelle.

Sur les 2,6 millions $, 400 000 $ sont déjà garantis par la Commission des services d'approvisionnement en eau du Manitoba. La mairesse a confiance de pouvoir obtenir 1,3 million $ en prêts et en octrois. Pour le reste, il existe plusieurs options qui seront examinées par l'administration du village, comme le Fonds municipal vert et le Fonds chantiers Canada.

Le modèle de bassin d'épuration proposé a été très bien reçu auprès des résidents, souligne Mona Fallis. « On a présenté le projet d'un bassin d'épuration organique au public. On a expliqué pourquoi on a choisi ce modèle : c'est plus écologique, ça coûte le même prix que les autres modèles, et le coût de l'entretien est réduit. Le public a bien compris les avantages. »

Les grandes lignes du modèle proposé tiennent à deux ajouts : une nouvelle cellule de stockage d'eaux usées et une cellule de filtrage des eaux par « zone humide » (un marécage). Cela réduit la contamination de l'environnement par des produits dangereux, tels que le phosphore, sans avoir recours à d'autres produits chimiques susceptibles de nuire à l'environnement et à la santé des employés.

NOS FRANCO-RÉALITÉS

DANIELLE BURKE, OU LA PASSION D'EXPRIMER SA LANGUE

« Pour moi, le français passe par la musique »

Toute petite, Danielle Burke aimait chanter en français. À 10 ans, la native de Lorette téléphonait à Envol FM pour faire tourner des disques de Mitsou. Au secondaire, elle organisait des boîtes à chansons. Adulte, elle a chanté pour KIN et Les Surveillantes, et a entamé des tournées musicales canadiennes et internationales. Pour l'auteure-compositrice-interprète, l'identité francophone est nourrie par les arts, dans une ambiance de confiance.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

« J'ai toujours été passionnée de musique. J'ai toujours chanté. Et je ne peux pas me souvenir d'un temps où je n'ai pas adoré chanter. Et puisque chez nous le français était valorisé, c'est naturel que ma passion se soit exprimée en français. Pour d'autres, le développement de l'identité francophone se fait autrement. Pour moi, je sais que le français est passé par la musique. Tout a commencé par mon amour de la musique.

« Ma mère, Lise Freynet, est native de Sainte-Anne. C'est une francophone qui avait le français à cœur. Alors ma langue maternelle est le français, comme c'est le cas pour mes frères Eric et Ivan. Je me considère franco-manitobaine, même si ma mère est francophone et mon père anglophone.

« Ma mère voulait nous enseigner un bon français. Elle nous corrigeait constamment. Ça faisait partie de l'effort qu'elle se donnait de faire de nous des vrais bilingues. Mon père, Brian Burke, ne parle pas français. Mais il a compris son importance pour ma mère et les avantages du bilinguisme pour ses enfants. Il a choisi d'encourager cet effort. On est allé à la garderie en français, puis ensuite à l'école Lagimodière, à Lorette et au Collège régional Gabrielle-Roy, à Île-des-Chênes.

« On parlait l'anglais bien longtemps avant de commencer l'école. On parlait en anglais avec mon père et en français avec ma mère. Il n'était pas question d'avoir peur de l'anglais ou de l'assimilation. Chez nous, personne n'était obligé de nous rappeler de parler français. Ça aurait été bizarre de se parler en anglais. Souvent, mes frères et moi, on se parlait en français même quand notre père était autour. Aujourd'hui, je me rends compte qu'il comprenait pas mal plus de français que je le croyais! »


Danielle Burke : « Le 100 Nons a eu un impact énorme dans ma vie.

Après le milieu familial ouvert qui a nourri son français, Danielle Burke estime que l'école et les organisme culturels ont le plus soutenu son rapport à la langue.

« J'ai fréquenté l'école Lagimodière de 1990 à 1999 et le Collège régional Gabrielle-Roy de 1999 à 2003. Tout au long de ces années-là, j'étais entourée de musique française. J'ai adoré la grande chorale multi-scolaire organisée en fin d'année lors de la Surboum de la DFSM. Toutes ces voix, et toutes ces écoles, c'était vraiment impressionnant.

« À l'école, il y avait la radio étudiante. À la maison, j'écoutais souvent Envol FM, la radio communautaire. Ma génération a découvert la musique francophone non pas sur Internet, mais à la radio. Je me souviens qu'une cousine, Karelle Arbez, avait contribué à la création d'une émission qui a été diffusée à l'antenne d'Envol, lorsqu'elle était à l'école élémentaire. Ça m'avait beaucoup impressionnée.

« Alors mes frères et moi, on appelait la radio communautaire pour faire des requêtes musicales. À dix ans, je demandais souvent qu'on fasse tourner *Drapeau blanc* de Mitsou! »

NOS FRANCO-RÉALITÉS

À force d'écouter, d'apprécier et de s'imprégner de musique francophone, Danielle Burke ressentait de plus en plus le besoin d'en créer. « On avait assisté à ces grands rassemblements organisés par le Conseil jeunesse provincial, comme l'Affaire Farouche et l'Élan, qui se terminaient invariablement avec un spectacle musical. Alors rendus en 11e et 12e années, mes amis et moi on a organisé une boîte à chansons à l'école. On voulait faire un *show*. Monter sur une estrade pour chanter, ça fait vivre des émotions fortes.

« Vers ce temps-là, mes frères avaient formé un groupe, Coolee McGee. Ils ont joué à la Chicane électrique, organisée par le 100 Nons. Je voulais faire ça, moi aussi. Fin 2003, j'ai participé à ma toute première Chicane électrique. Je n'étais pas dans un groupe. Mais la coordonnatrice, Nadia Gaudet, m'a proposé de me joindre à d'autres musiciens qui, eux aussi, étaient sans *band*. On a formé un nouveau groupe, Bande Sonore.

« Ensuite, j'étais mordue. La scène musicale, j'adorais ça. Mes frères et moi nous avions déjà formé notre propre groupe, KIN. Et grâce au 100 Nons, qui nous offrait tellement d'occasions pour jouer, je me suis mise à composer en français. Et le 100 Nons était là pour nourrir et former mes habiletés, en offrant des ateliers d'écriture de chanson parmi d'autres ateliers. »

En 2005, Danielle Burke participe au Gala manitobain de la chanson, comme interprète. En 2006, la musicienne participe à la création du groupe Les Surveillantes. « Denis Vrignon-Tessier et moi, on jouait de la guitare et on chantait. On voulait un bassiste, alors on a approché Eric Gosselin, qui a accepté. Son frère Jérémie était là quand on a lancé notre invitation. Il nous a proposé de s'intégrer au groupe, à titre de joueur de banjo. Il ne savait même pas jouer l'instrument. Et de plus, il ne possédait pas un banjo. Mais il s'en est acheté un. Et il l'a appris rapidement. En trois mois à peine, on avait composé une quinzaine de chansons, qu'on a présentées au Festival du Voyageur. »

Après avoir remporté en 2009 le Gala manitobain de la chanson, Les Surveillantes ont remporté le Chant'Ouest à Edmonton. Ensuite le groupe a remporté le prix du public au Festival international de la chanson de Granby. « On s'est rendu au Coup de cœur francophone à Montréal. C'était un spectacle d'or. L'agence Preste Musique, un gros joueur de la scène musicale francophone, a voulu travailler avec nous. On a enregistré un disque, ***La racine carrée du cœur***. Les tournées du Québec, des Maritimes, de l'Ouest ont suivi. Et puis on s'est rendu en France et en Suisse.

« Tout ça grâce à la musique. Et de la musique francophone. Le succès des Surveillantes, les voyages, les expériences musicales dans des communautés et des régions francophones du pays, ou encore dans des pays de la francophonie, c'était vraiment incroyable. Ça a été inspirant et motivant. »

Danielle Burke a quitté les Surveillantes fin 2011 pour entamer des études en droit à l'Université d'Ottawa. Aujourd'hui, quand elle médite sur son parcours musical, elle affiche sa reconnaissance :

« La musique francophone m'a permis de me développer comme personne. Elle m'a formée. Bien sûr, j'ai toujours aimé le français. Ma famille, l'école et ma vie à la campagne avec les cousins et cousines francophones ont contribué à ma fierté de francophone. Mais ma passion, c'est la musique. Ce qui est merveilleux, c'est que j'ai pu m'épanouir sur ce plan. Ici, chez nous, dans ma communauté, qui m'a donné la chance de vivre cette passion.

« Cette communauté, c'est ma famille et mes amis. C'est le Conseil jeunesse provincial. C'est l'école, la radio scolaire, Envol FM, CKSB. C'est le Centre culturel franco-manitobain et le Festival du Voyageur. Et c'est beaucoup le 100 Nons. Le 100 Nons a eu un impact énorme dans ma vie, ainsi que le CJP. Et je ne suis pas la seule. Mon frère Eric travaille toujours au 100 Nons.

Lorsqu'on lui demande si elle croit qu'il y a eu un désengagement en général des francophones, Danielle Burke offre un « peut-être, mais j'en doute ». « Il faut reconnaître l'impact positif que la culture et les arts, surtout la musique, ont eu chez nous. Il y a des gens ici qui sont super engagés. Et il y a beaucoup de gens qui apprécient les créations artistiques. Pas seulement les francophones, mais les francophiles qui veulent vivre en français, eux aussi. Les Lundis en chanson du 100 Nons attirent beaucoup de monde. Les salles sont combles. Les soirées de la Ligue d'improvisation du Manitoba font aussi salle comble. Et de plus en plus, il y a toutes sortes de choix d'activités culturelles en français. Musique, théâtre, cinéma, danse, humour. Pour moi, c'est signe d'une communauté vibrante. On peut vraiment vivre en français ici. On a l'embarras du choix.

« Et le choix n'a même pas besoin d'être difficile. On n'a pas besoin d'aller trop loin pour trouver le français et se plonger dans les arts et la culture en français. »

Une créatrice engagée

En plus d'avoir été auteure-compositrice-interprète avec les groupes KIN et Les Surveillantes, Danielle Burke a été très active dans la francophonie manitobaine.

Elle a été membre du conseil d'administration du Centre culturel franco-manitobain (2008 à 2011). Elle est membre fondatrice de la coopérative Vert de Terre (2010 à 2012).

Au printemps de 2012, elle a partagé ses talents musicaux avec des orphelins à Pokhara, au Népal, en leur offrant des ateliers de musique.

Danielle Burke a par ailleurs été coordonnatrice d'un grand nombre d'évènements, incluant des évènements en plein air, comme des camps pour jeunes francophones, pour le Conseil jeunesse provincial.

Danielle Burke est avocate. Elle a obtenu son diplôme en droit canadien à l'Université d'Ottawa en 2015.

UNE DANSE CONTRE LES INJUSTICES À LÉO-RÉMILLARD

Les jeunes veulent faire une différence

Le comité de justice sociale des élèves du centre scolaire Léo-Rémillard invite à un zumbathon de folie le mardi 17 mai pour attirer l'attention sur la tragédie syrienne.

Manella VILA NOVA

Collaboration spéciale

L'idée du zumbathon est née de la volonté des élèves de faire une différence dans la société. Le centre scolaire Léo-Rémillard, qui compte près de 300 élèves, propose une variété de comités. Selon le projet et la cause défendue, entre 30 et 40 élèves de la 9e à la 12e année s'impliquent dans le comité de justice sociale, encadré par Nicole Baudry, directrice adjointe, Monique Grimard-Paquette, conseillère en orientation, et Kaylee Sapoznik, enseignante d'espagnol.

A travers le comité, les jeunes ont vu qu'ils étaient capables d'organiser des évènements pour des causes qui leur tenaient à cœur, précise Kaylee Sapoznik. « Les jeunes du secondaire ne sont pas égoïstes. Ils veulent agir, mais ils ne savent pas comment. » Le zumbathon est en effet l'une des nombreuses activités organisées par ces élèves.

En 2013, ils ont organisé la « Nuit Sans Abri » dans le but d'attirer l'attention sur les sans-abri et de collecter des dons pour les aider. En 2014, ils ont défendu la cause de la famine dans le monde avec le projet « 30 heures de famine ». Cette année, les élèves ont mis sur pied des projets pour sensibiliser autrui à la santé mentale et la diversité sexuelle. En organisant le zumbathon, ils espèrent intéresser leurs camarades, mais aussi leurs familles et leurs voisins, à la situation en Syrie.



photo : Gracieuseté Kaylee Sapoznik

Trois membres du Comité de justice sociale du Centre scolaire Léo-Rémillard. De gauche à droite : Margaux Labossière, Kaylee Sapoznik et Dominique Ruest.

Pour aider les Syriens à surmonter les défis auxquels ils sont confrontés au quotidien, le comité est entré en contact avec la communauté syrienne de Winnipeg à travers la syrienne Dalia Abdallah, adjointe administrative à l'Université de Saint Boniface. Cela leur a permis d'identifier des organisations légitimes d'aide à la Syrie, auxquelles sera donné l'argent récolté, comme Baytna Syria, Jusoor, SAMS Foundation, Sawa for Development & Aid ou encore The White Helmets.

Petites-filles de survivants de l'Holocauste, Kaylee Sapoznik et sa sœur jumelle Karlee Sapoznik, professeur à l'Université de Saint-Boniface et cofondatrice de l'organisation Alliance Against Modern Slavery, se sont toutes deux passionnées pour la justice sociale et la défense des droits humains très tôt.

Kaylee Sapoznik explique son engagement. « J'ai compris très jeune qu'il était important d'être un citoyen actif et imputable. On a la responsabilité de poser des petits gestes si on veut voir un changement dans le monde et d'utiliser notre voix pour le bien d'autrui. »

Kaylee Sapoznik tente de promouvoir ses valeurs auprès de ses élèves. Après avoir suivi les actualités au sujet de la Syrie, ces derniers ont choisi de s'exprimer par la danse, plus précisément la zumba, qui combine différents styles de danses du monde entier et peut être dansée sur de la musique de partout. Kaylee Sapoznik pense que c'est « une bonne façon de relier la cause des réfugiés syriens à la cause plus globale des réfugiés dans le monde. »

Des prix ont également été offerts par des compagnies locales pour permettre l'organisation d'un encan silencieux. Celui-ci donnera la possibilité à ceux qui ne souhaiteraient pas danser de s'impliquer dans le zumbathon autrement. Kaylee Sapoznik espère que cela « permettra de toucher une autre démographie. »

CULTUREL

UN BILLET DOUX AU VIEUX SAINT-BONIFACE

Deux gars, une caméra, beaucoup d'affection

Pourquoi Saint-Boniface est-il un quartier attirant, voire même fascinant? Bons amis depuis la rue Langevin et la petite école, André Clément et Benoît Morier ont choisi de répondre à la lancinante question en tournant le documentaire *Saint-Bonifascinant*.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

André Clément et Benoît Morier sont dans l'unanimité totale lorsqu'ils évoquent leur affection pour le Vieux Saint-Boniface. Les réalisateurs du film *Saint-Bonifascinant* (1) reconnaissent dans leur terre natale bien plus que le « French Quarter » de Winnipeg.

André Clément propose sa perspective : « C'est notre quartier natal. C'est la place où on a grandi, et passé nos années formatrices. J'ai grandi au 623, rue Langevin, dans la maison qui avait auparavant appartenue à mes grands-parents maternels, les Deniset. C'est en face du parc Provencher et à quelques portes de CKSB. Benoît Morier a grandi au 423, Langevin, un peu plus au sud, juste en bas de la côte. Et oui, sa maison était l'ancienne résidence de ses grands-parents. On a Saint-Boniface dans le sang! »



photo : Gracieuseté Benoît Morier

André Clément et Benoît Morier, les réalisateurs de *Saint-Bonifascinant*. André Clément : « *Saint-Bonifascinant*, c'est un titre qu'on porte depuis l'âge de 16 ans, alors qu'on participait tous les deux au Festival des vidéastes du Manitoba. »

Benoît Morier : « Parce que je suis musicien, j'ai composé la trame sonore. Et même réenregistré la chanson *Y'a rien là* de Maurice Paquin. »

Benoît Morier enchaîne, en offrant une deuxième raison d'être du film : « C'est le genre de film nostalgique, comique et affectueux que j'aurais souhaité voir joué au cinéma. Et puisque personne d'autre ne l'avait encore tourné, je me suis dit qu'il fallait le faire. Même si je ne suis pas cinéaste à la base.

« Ce que j'ai découvert, quand on a tourné et monté le film l'automne dernier, c'est une passion pour ce genre de travail. J'ai découvert de nouveaux talents, comme celui de guide touristique. Avec André Clément, j'ai visité des endroits historiques, comme la Cathédrale et l'intérieur de la coupole de l'Université de Saint-Boniface. Et puis je me suis fait intervieweur, parti à la rencontre de Bonifaciens convaincus et convaincants pour obtenir leur avis sur le quartier. »

André Clément s'estime « super chanceux » d'avoir pu pénétrer dans la coupole de l'USB : « Tous les gens qui longent l'avenue de la Cathédrale la remarquent. Et il n'y en a pas un qui ne s'est pas demandé à quoi ça ressemblait dedans. Moi aussi. Grâce au film, on a pu fignoler un petit tour à l'intérieur de cette structure remarquable. »

Autre endroit source de mystère : le *Farmer's Field*. André Clément décrypte cette ancienne appellation : « Les jeunes de Saint-Boniface connaissent les pistes cyclables qu'on trouve dans le bois et la clairière au fond du parc Lagimodière-Gaboury. Dans notre temps, c'était le *Farmer's Field*, une ancienne terre agricole. Ados, on organisait des *bush party*. C'est la première place où beaucoup de Bonifaciens ont pris leur première brosse. »

Pour les réalisateurs de *Saint-Bonifascinant*, Saint-Boniface, c'est plus que des sites historiques ou des lieux nostalgiques. Benoît Morier esquisse sa perspective dans les grandes lignes : « Avant tout, c'est le monde. Dans notre nostalgie, on en est même venu à tourner des reconstitutions de rencontres avec certaines personnalités originales et excentriques du quartier, comme la Vieille Louise et Denis Fraser. Les Bonifaciens d'un certain âge se souviendront sans doute d'eux. Et peut-être, comme nous, avec le même regard humain et plein de sympathie.

« Et puis il y a nos intervenants, comme Bernard Bocquel, Daouda Dembele, Vincent Dureault, Vania Gagnon, Geneviève Pelletier et Marc Prescott. Certains, comme Vincent Dureault, ont grandi dans le quartier. D'autres, comme Daouda Dembele et Bernard Bocquel, ont fait de Saint-Boniface leur communauté d'adoption, un endroit nouveau où ils ont pu renaître et tisser des liens profonds et humains avec leurs voisins. »

(1) *Saint-Bonifascinant* est présenté en avant première du festival de films francophones Cinémental, le 14 mai à 19 h au Centre culturel franco-manitobain, au 340, boulevard Provencher. Billets : 5 $. Le film est sous-titré en anglais.

Sudoku

PROBLÈME N° 504

		2					1	
8					3	7		
	1		6		9		4	
	5	4						1
					2			7
	7		9					6
6			2		1		5	
	2			5				
		5		3	8			

RÉPONSE DU N° 503

2	4	7	9	5	3	1	6	8
6	3	9	8	1	7	4	2	5
5	1	8	2	6	4	7	3	9
8	6	2	1	9	5	3	4	7
4	7	5	3	8	2	9	1	6
3	9	1	4	7	6	5	8	2
7	5	3	6	4	8	2	9	1
9	2	6	7	3	1	8	5	4
1	8	4	5	2	9	6	7	3

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres de 1 à 9 qu'une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter plus d'une fois les chiffres de 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

COLLES ET BRICOLES AVEC EDDY

Chronique de langue du Service de perfectionnement linguistique de l'Université de Saint-Boniface par Danielle Séguin-Tétreault

Chaque semaine, suivez les aventures d'Eddy Moidon, et amusez-vous en même temps à mettre vos connaissances du français oral et écrit à l'épreuve.



DANIELLE Séguin-Tétreault

Salut, c'est moi, Eddy Moidon. Est-ce que ça vous arrive à vous aussi de vous faire dire que vous êtes de mauvaise humeur alors que vous ne l'êtes pas? Ce matin, je buvais mon café tranquillement en lisant mon journal. Je suppose que mon expression faciale était plutôt neutre. Je n'avais pas encore dit un seul mot. Cybèle est entrée dans la cuisine et m'a demandé : « Qu'est-ce que t'as? » Comme je n'avais rien, j'ai répondu : « Rien. » Elle a insisté : « Tu n'as pas l'air de bonne humeur. » Je ne comprenais pas son commentaire, alors je lui ai demandé : « Voyons, pourquoi tu dis ça? » Elle a répliqué : « Bon, tu vois comment tu réponds? J'aime pas ça quand tu prends ton ton! » Cette conversation prenait des allures de plus en plus absurdes. « Mais de quel ton tu parles? » « Ton ton… ton ton… de mauvaise humeur. » « Puisque je te dis que je ne suis pas de mauvaise humeur. Vas-tu me laisser tranquille? » Là, je criais un peu. Cybèle est sortie de la cuisine en grommelant qu'il était impossible de me parler le matin. Moi ça? Au même moment, le téléphone a sonné. J'ai répondu : « ALLÔ! » C'était mon patron, M. Desmarteaux :

Eddy? Je voulais juste te rappeler la réunion en rapport avec le nouveau projet qui est cédulée pour 9 h ce matin. Es-tu de bonne humeur, toi?

Depuis ce temps, je suis officiellement de mauvaise humeur. À part ça, je parie que le patron s'est mal exprimé. Voyez la réponse à la page 23.

Voilà, c'est tout. Bonne semaine quand même. Et je vous avertis, si l'un de vous me parle de mon humeur, laissez-moi vous rappeler que la différence entre « humeur » et « tu meurs » ne tient qu'à une lettre!

Eddy Moidon

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 873

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2							■					
3			■									
4				■						■		
5					■						■	
6								■				
7		■										
8						■						■
9									■			
10				■								
11			■				■					
12					■							

HORIZONTALEMENT

1- Automobile à quatre roues motrices.
2- Qui fait preuve de politesse raffinée. – Écrivain français (1689-1773).
3- Doublée. – Caractère de ce qui est couvert d'écume.
4- Trois fois. – Prénom masculin. – Infinitif.
5- Jeter en l'air avec force les pieds de derrière en parlant d'un cheval. – Rebut de la société.
6- Croûte noirâtre qui se forme sur les plaies. – Greffe.
7- Espaças, étalas.
8- Pousse sur les vieux arbres. – Superposer des poissons salés dans les barils.
9- Espérances, souhaits. – Qui manque de vivacité.
10- Rait. – Sel de l'acide arsenieux.
11- Possessif. – Capitale d'Arménie. – Maintenues.
12- Matériau synthétique imitant le cuir. – Dérapée, glissée de côté.

VERTICALEMENT

1- Gâteau dans lequel la farine, le beurre, le sucre, les œufs sont à poids égal.
2- Cobra femelle. – Bifteck.
3- Se suivent. – Qui existe depuis peu.
4- Chantier. – Qui a de l'élégance. – Dupe.
5- Outil en forme de S. – Relatif au Rhin.
6- Passe en revue. – Au bridge, tout pli au-delà du sixième.
7- Particules formées d'agrégats.
8- Île des Samoa occidentales. – Tendit des filets pour prendre des oiseaux.
9- Facilement. – Ville de l'ex-Yougoslavie.
10- Opération postale. – Ce qui est contraire (pl.).
11- Tribunal ordinaire du Saint-Siège qui instruit les causes matrimoniales. – Dont le dos est orné de grisaille en compartiments.
12- Agacés. – Fait tort.

RÉPONSES DU N° 872

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1	P	R	E	S	C	R	I	P	T	I	O	N
2	R	E	V	E	L	A	T	I	O	N	■	I
3	E	V	E	N	E	M	E	N	T	■	I	V
4	T	I	N	T	■	I	M	■	A	N	N	E
5	E	S	T	I	M	E	■	C	L	O	T	■
6	N	E	U	R	A	S	T	H	E	N	I	E
7	D	U	E	■	S	■	R	A	S	■	M	C
8	A	R	L	E	Q	U	I	N	■	A	I	R
9	N	■	S	A	U	V	E	G	A	R	D	A
10	T	A	■	M	E	U	R	E	T	T	E	S
11	E	M	P	E	R	L	E	■	R	U	N	E
12	S	E	R	S	■	A	S	B	E	S	T	E

SPORT

IL SUFFISAIT DE BIEN RÉPONDRE À LA DEMANDE

Le soccer en français monte en flèche

La 14e saison de Soccer franco-FUN a été lancée du bon pied la semaine dernière. En effet, le programme connaît une augmentation d'inscriptions impressionnante.

Gavin BOUTROY
presse3@la-liberte.mb.ca

Le programme de soccer récréatif pour jeunes de trois à dix ans, Soccer franco-FUN, se déroule sur huit semaines, dans quatre communautés : Sainte-Agathe, Saint-Vital, La Broquerie et, pour la première fois, Saint-Boniface. La participation des jeunes joueurs à cette 14e saison a augmenté de 47 % par rapport à la saison dernière.

Depuis 2009, le Directorat de l'activité sportive (DAS) s'occupe de l'aspect coordination du Soccer franco-FUN. Nicolas Audette, le directeur général du DAS, explique les conséquences de l'expansion : « On pensait qu'en ajoutant les terrains à Saint-Boniface, on réduirait le nombre d'inscrits à Saint-Vital, où l'on manquait de place. Or, la disponibilité des terrains à Saint-Boniface n'a fait qu'augmenter les inscriptions. »

Aussi, les jeunes de trois à cinq ans peuvent maintenant participer au Soccer franco-FUN. Donc la fourchette d'âge des participants, auparavant fixée entre cinq et 12 ans, s'adresse maintenant aux trois à dix ans. Le directeur général du DAS motive ce changement : « Beaucoup de parents ont demandé si leurs jeunes de trois à cinq ans pouvaient participer. L'année dernière, on devait dire non. Mais on les a écoutés, et cette année on a changé les critères de participation. Résultat : j'ai 60 inscriptions d'enfants de trois à cinq ans sur un total de 338 participants. »

De toute façon, précise Nicolas Audette, il y avait peu de participants entre 10 et 12 ans, car « les jeunes de cet âge-là préfèrent souvent un jeu plus compétitif ».

Nicolas Audette attribue l'essor du programme à l'encadrement procuré par le DAS et au soutien de Caisse Groupe Financier, le commanditaire principal du Soccer franco-FUN.

Il esquisse brièvement les débuts du programme, établit au tout début des années 2000 : « Le Soccer franco-FUN a été fondé par des parents bénévoles de l'École Christine-Lespérance qui voulaient simplement que leurs enfants puissent jouer au soccer en français. »

Maintenant, avec le soutien logistique du DAS, le Soccer Franco-FUN se joue sur 18 terrains dans quatre communautés différentes, avec l'aide d'environ 60 parents bénévoles.



photo : Gavin Boutroy

Nicolas Audette est le directeur général du DAS. Il est ici debout sur les terrains de soccer de l'École Taché, l'un des nouveaux lieux du soccer franco-FUN. « Ils ont construit les terrains à Taché cette année, et on s'est dit que c'était une belle opportunité pour les utiliser. Si personne ne se sert d'un terrain de soccer, c'est juste du gazon! ».

UNE AIDE BASÉE SUR LE JUMELAGE

Coop Vélo-Cité : le Comité Riel en selle

Gavin BOUTROY
presse3@la-liberte.mb.ca

Le Comité Riel du conseil municipal de la Ville de Winnipeg va appuyer financièrement la Coop Vélo-Cité. L'entente, annoncée le 5 mai, est basée sur le modèle du jumelage : pour chaque dollar prélevé dans le secteur privé, le comité Riel donnera un dollar à la coopérative, et ce jusqu'à un plafond de 15 000 $.

« Avant que les responsables de Vélo-Cité passent devant le Comité Riel où je siège, on a tenu des rencontres préliminaires, où je leur ai suggéré un jumelage », explique Matthieu Allard, le conseiller municipal pour Saint-Boniface. « Ainsi, chaque donation de un dollar donne deux dollars à la coopérative. »

Les 15 000 $ de la Ville et les 15 000 $ du secteur privé serviront à acheter des outils et assurer le début de la construction du bâtiment de la Coop Vélo-Cité, qui sera situé derrière l'Université de Saint-Boniface.

Lundi 9 mai, le montant prélevé en ligne se chiffrait à 5 850 $. Le don moyen est d'environ 125 $. Le coût total du projet est estimé à 150 000 $. Si les 15 000 $ obtenus en ligne sont atteints d'ici la fin mai, le jumelage avec la Ville amènera les fonds assurés pour le projet à plus de 80 000 $.

Julie Gauvin, la présidente du sous-comité de socio-financement de la coopérative, estime que le projet sera alors en route pour la réussite. Sa confiance est entière: « Je pense qu'on va atteindre l'objectif, il reste 25 jours. Il faut juste cliquer le bouton et faire son don! Pour le moment, les donateurs sont surtout des gens de la communauté, mais on commence à avoir de l'intérêt venant de l'extérieur. »

Matthieu Allard partage cette confiance. « Évidemment, ils ont un appui important dans la communauté. En 20 jours ils ont récolté 5 000 $.»

Le conseiller municipal, lui-même cycliste, témoigne de son admiration pour l'ambition de la Coop Vélo-Cité : « C'est un beau projet de transport actif. Son but est d'offrir les ressources pour que ce soit possible que le cyclisme devienne une partie intégrale de la vie des gens. »



photo : Gavin Boutroy

Une brochette de cyclistes bonifaciens composée de membres et de certains fondateurs de la Coop Vélo-Cité, ainsi que Matthieu Allard et sa famille. De gauche à droite : Philippe Bellefeuille, Joëlle Saltel-Allard, Loïc Saltel-Allard (dans le siège pour enfant, caché derrière Joëlle), Julie Gauvin (fondatrice), Camille Saltel Allard, Matthieu Allard, Jonathan Boisvert, Janelle Delorme, Thomas Fields, Quillan Daniel et Renée Saurette.

FESTIVAL THÉÂTRE JEUNESSE : UNE INVITATION À L'ENGAGEMENT

Prise de conscience d'un nouveau rôle



Janique Freynet-Gagné

Le Festival théâtre jeunesse est pour moi le fait saillant de mes années au présecondaire et au secondaire. J'attendais impatiemment le début des répétitions et je comptais les jours avant de pouvoir présenter notre pièce sur les planches de la salle Pauline-Boutal. J'y ai rencontré des gens incroyables, qui me tiennent encore aujourd'hui à cœur. Nous discutons encore des pièces marquantes, des performances des comédiens et comédiennes, et surtout du sentiment de participer à un évènement aussi enrichissant. Le FTJ est pour moi une histoire de famille, mes parents ayant tous les deux participé comme comédiens, sans parler de ma sœur Ariane ou encore de ma cousine, Brianne Gagné. La tradition familiale avait été lancée par mon grand-père Antoine Gagné, qui a monté de nombreuses pièces avec les élèves de l'école Lacerte.

J'ai participé au FTJ de la 7e à la 12e année et l'an dernier. L'an dernier eu l'occasion d'être animatrice. Cette année, j'ai joué un rôle différent. J'ai fait mes grands stages en éducation à l'école Lacerte et j'avais l'idée, dès le début, d'accompagner la troupe dans son processus de création comme enseignante aux côtés de Pauline Mireault (enseignante de 7e année) et de Marie-Josée Tremblay (enseignante de 3e année). C'était la première fois que je dirigeais une création collective. J'ai été impressionnée par le travail des élèves. Ils ont eu l'idée originale de faire vivre un jeu d'échecs et de donner des personnalités aux pièces du jeu. Nous avons choisi le titre « L'échiquier en échec ».

Je pouvais voir la fébrilité dans les yeux des participants et je revivais l'expérience à travers eux. J'ai éprouvé une grande fierté de les voir présenter leurs efforts devant la communauté et de démontrer autant de professionnalisme. Je les ai vus évoluer et développer des techniques théâtrales qu'ils maîtrisaient peut-être moins bien au départ.

Pendant leur présentation, j'étais sur le bout de ma chaise et je vivais chaque moment de la pièce intensément. J'étais fière comme l'étaient leurs parents. De plus, j'ai eu du plaisir à leurs côtés et de discuter théâtre toute la journée. Je me rends compte que c'est mon rôle maintenant en tant qu'enseignante de léguer cette partie de moi à mes futurs élèves et de leur donner le goût d'explorer le monde créatif des arts de la scène. Je garderai des souvenirs impérissables de cette expérience!



photo : Gracieuseté Hubert Pantel

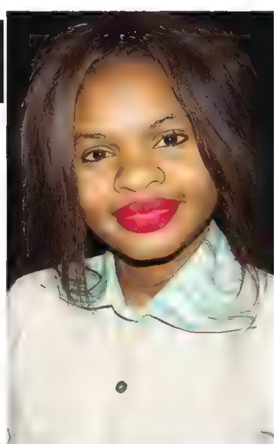
L'École Saint-Joachim a remporté le prix de la Meilleure production de niveau préscondaire pour sa pièce *Depuis Camp!* De gauche à droite : Makenzie Ouellette, Anika Gauthier, Angèle Grenier, Juliann Fournier-Broesky, Maxim Tétrault. En arrière : Karly Côté et Darrel Bouchard.



photo : Gracieuseté Hubert Pantel

Le prix de la Meilleure production de niveau secondaire a été accordé au Collège Saint-Norbert pour la pièce *Mon autre*. Assis, de gauche à droite : Claire Huberdeau, Charles Gillen et T.J. Staruch. debout : l'enseignant Mathieu Fontaine, Sam Dreger, Samantha Christensen et Caleb Fenez.

Libérer une énergie transformatrice



Assa Coulibaly

Je suis nouvellement arrivée au Canada du Mali, donc je n'avais aucune expérience avec la compétition de théâtre du Collège Louis-Riel et encore moins avec le Festival théâtre jeunesse. Cependant, je suis ravie de représenter ma nouvelle école au FTJ!

Depuis le commencement du projet, nous devions écrire une pièce de théâtre. Là aussi je n'avais pas beaucoup d'expérience. Je ne croyais pas du tout que notre pièce, ***L'aventurier***, allait être choisie par mes pairs pour le FTJ, ni qu'elle aurait un tel succès. Parce qu'à la base, je l'avais écrite, avec Zakary Dembélé et Imani Bujiriri, en espérant une bonne note pour le cours, et c'est tout. Mais en fin de compte, cela a bien plu à mon professeur, Alain Jacques, et aussi à mes camarades de classe, et finalement aux membres du jury qui nous ont choisis pour le FTJ.

Je voulais que la pièce reflète ma propre expérience quand je suis arrivée au Canada et aussi l'image exagérée qu'ont les gens à propos des Africains. Je voulais aussi communiquer un message par rapport aux différences culturelles et aux problèmes que peuvent avoir les nouveaux immigrants.

Les répétitions étaient assez faciles pour moi, parce que je joue un personnage africain dans la pièce, une directrice d'école. Le personnage était assez facile pour moi à imiter, bien entendu.

Cependant, j'ai dû travailler ma diction. Les Canadiens n'ont pas tous l'oreille préparée pour les accents africains. J'ai dû apprendre aussi à mettre du temps entre mes répliques, et à compléter une idée à la fois. Je crois qu'au fur et à mesure, cela s'est amélioré.

Au début, notre groupe manquait de confiance. Mais après les encouragements de notre professeur et de nos camarades de classe, nous avons réussi notre défi : celui d'être estimé la meilleure pièce parmi les cinq autres productions du Collège Louis-Riel et de nous mériter une place au FTJ.

Nous sommes maintenant déterminés à donner le meilleur de nous-mêmes pour honorer notre école. (NDLR : la pièce *L'aventurier* a remporté la médaille d'argent dans la catégorie du Meilleur texte et une médaille de bronze dans la catégorie Meilleur comédien, pour Zakary Dembélé).

ÉCONOMIE

CHERCHER L'ARGENT EN LIGNE

Sociofinancement : l'outil devenu indispensable

Le sociofinancement remonte au 19e siècle, avec l'avènement des coopératives. Or depuis 1997, les médias sociaux ont transformé la manière dont les initiateurs de projets peuvent concrétiser des idées.

La toute première campagne de sociofinancement en ligne remonte à cette année-là, alors que des fans américains du groupe rock Marillion ont lancé une campagne pour une tournée de la formation britannique.

Depuis, le sociofinancement s'est développé à un rythme étourdissant. En 2003, ArtistShare, un site conçu spécifiquement pour aider les artistes à financer leurs projets voit le jour. Ont suivi IndieGoGo (2008) et Kickstarter (2009).

Kickstarter connaît toujours une grande popularité, en aidant les musiciens à réaliser leurs projets. Au Manitoba, le groupe Red Moon Road utilise le site Pledgemusic.com pour défrayer les coûts d'enregistrement et de pressage de disques.

Ces sites sont des plateformes pratiques; pas besoin de créer un site Web pour lancer une campagne de financement. Il y a même des sites comme canadahelps.org, spécialement conçu pour appuyer les organismes de charité.

Voici la deuxième partie du dossier entamé la semaine dernière.

L'ARCHIDIOCÈSE DE SAINT-BONIFACE A RECOURS À INTERNET

La contemplation passe par Twitter

L'Église-mère de l'Ouest canadien a désormais recours, comme tant d'autres entreprises et organismes communautaires, au sociofinancement sur Internet. Julie Turenne-Maynard et Natalie Bull brossent le portrait d'une nouvelle aventure, rendue possible par la Fiducie nationale du Canada.

Daniel BAHUAUD

redaction@la-liberte.mb.ca

L'Archidiocèse de Saint-Boniface souhaite collecter 12 500 $ pour l'aménagement de son Jardin de contemplation, une des composantes du Jardin du patrimoine qui ouvrira ses portes le 20 juin.

Julie Turenne-Maynard, la coordonnatrice du Jardin du patrimoine, explique : « Notre but est de collecter l'argent d'ici le 30 juin. Nous voulons créer un petit jardin circulaire sur le site de l'ancien rond-point situé devant l'Archevêché. Des bancs seront installés, ainsi qu'un petit "labyrinthe" fait de haies. Au centre, on pourra contempler une nouvelle statue en bronze de la Vierge Marie, fabriquée aux Philippines. Ce sera un espace où les gens pourront se recueillir en toute tranquillité. D'où le nom de Jardin de contemplation. »



photo : Daniel Bahuaud

Natalie Bull et Julie Turenne-Maynard près du Jardin de contemplation, qui remplacera le rond-point situé juste en arrière d'elles.

Pour réaliser son projet de sociofinancement, l'archidiocèse a eu recours à l'appui de la Fiducie nationale du Canada, et de son site de sociofinancement, *Ce lieu importe* (1)

Natalie Bull, sa directrice générale, remarque qu'il s'agit d'une première pour cet organisme public :

« L'archidiocèse a la distinction d'être le premier projet manitobain appuyé par la Fiducie, et le premier projet de paysagisme sur un site patrimonial au Canada appuyé par la Fiducie.

« Nous croyons que notre site de sociofinancement sera d'un grand bénéfice pour l'archidiocèse. Depuis que nous l'avons créé en 2015, nous avons financé plus de 40 projets, et amassé près de 400 000 $ à travers le pays.

« Pour aider l'Archidiocèse, en plus de son site, la Fiducie offre également des webinaires pour former les responsables du projet à utiliser, ou mieux utiliser, les ressources en ligne. »

Julie Turenne-Maynard qualifie ces appuis « d'incroyables » : « Je n'avais jamais utilisé un compte Instagram. Mais j'ai dû apprendre pour soumettre notre projet. Le personnel de la Fiducie m'a appris à télécharger des photos sur Instagram. Et il m'a aussi aidée à créer un compte Twitter pour le projet. D'où la création du compte Twitter de l'Archidiocèse! »

Julie Turenne-Maynard, fait remarquer que Twitter, ainsi que Facebook serviront de tremplins pour faire connaître davantage la campagne de sociofinancement. « Plus on peut se servir des médias sociaux, ainsi que des médias traditionnels comme *La Liberté*, plus les gens seront au courant. Et plus rapidement on pourra atteindre notre montant cible. »

(1) On peut accéder au site de sociofinancement de la Fiducie nationale du Canada à www.thisplacematters.ca.

LA SURPRISE DES JARDINS ST-LÉON

Faire son miel d'Internet

Lorsque les Jardins St-Léon ont voulu appuyer le projet BeeProject Apiary, la coopérative qui propose construire des ruches d'abeilles à Winnipeg, les propriétaires de l'entreprise bonifacienne ont été abasourdis par la réponse favorable de leurs clients.

Colin Rémillard, un des propriétaires des Jardins St-Léon, se montre « tout à fait étonné » :

« En utilisant le logiciel MailChimp, qui crée des listes d'envoi pour courriel, on a invité nos clients à donner 15 $ chacun pour les ruches. En échange, ils recevront un bocal de miel winnipégois, préparé par BeeProject Apiary. Nos courriels contenaient un hyperlien vers PayPal, le service de paiement sécuritaire en ligne. Ça a dû en rassurer plusieurs, puisqu'en peu de temps, notre courriel a fait boule de neige. Des clients ont vite posté notre invitation sur Facebook. Et en trois jours, on a vendu suffisamment de parts à 15 $ chacune pour deux ruches. »

BeeProject Apiary estime qu'il faut environ 1 100 $ pour fabriquer et entretenir une ruche, ainsi que pour extraire le miel et le mettre en bocaux.

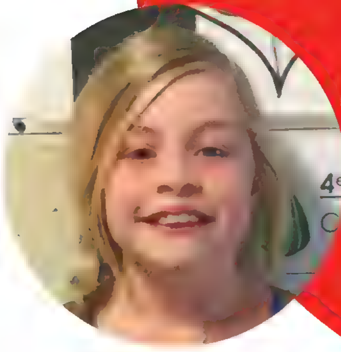
« On n'avait pas l'intention de monter une grande campagne de sociofinancement. Mais c'est ce qui est arrivé, malgré nous. En 2016, le sociofinancement est inévitable. On comprend que ce soit un phénomène inévitable. »

PUBLI-REPORTAGE



DANS NOS ÉCOLES

Chaque semaine, *Dans nos écoles* couvre ce qui s'est passé dans des écoles de la DSFM et annonce des évènements à venir. Dans la nouvelle formule, les élèves livrent leurs commentaires sur des sujets variés. Les bons coups de nos élèves ont aussi leur plateforme.
Restez informés, Suivez *Dans nos écoles*!



CITATION DE LA SEMAINE

Kaliyah Wiebe, 4e année, École La Source

« Je pensais que ce serait un peu ennuyeux, qu'on regarderait juste une dame parler avec des marionnettes. Mais finalement c'était très amusant car on a fait plein de choses! On a chanté, fait des mini-spectacles, et aussi appris des noms d'animaux, leur habitat et comment ils chassent leur nourriture. C'était très intéressant. »



VOUS SOUHAITEZ PARLER DE VOS ACTIVITÉS? ÉCRIVEZ À ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

SUD-EST

Des meneuses de claques bien fières

Sept élèves de la Division scolaire franco-manitobaine (DSFM) membres du club Scorpions Elite Cheer ont participé à une compétition nationale de cheerleading du 8 au 10 avril dernier à Niagara Falls.

Toutes en 9e année, Ashlyn Delaquis et Chloé Lajoie de l'École/Collège régional Gabrielle-Roy, et Makayla Ritchot et Jazmine Bedient de l'École Pointe-des-Chênes, faisaient partie de l'équipe Senior 4.2 StrikeForce. Elles ont conquise la première place dans leur division ainsi que dans l'ensemble de leur catégorie, et la deuxième place de toutes les équipes en compétition.

« Notre force, ça a été de travailler vraiment bien ensemble, affirme Ashlyn Delaquis. On est un bon groupe qui voulons toutes bien faire. » D'ailleurs, les amitiés dans l'équipe sont très fortes car « il faut vraiment se faire confiance pour sauter et se laisser rattraper », apprécie Chloé Lajoie.

Quant à Kaylee Small de 6e année, Kamie Jobin et Angèle Gauthier de 8e année à l'École Saint-Joachim, elles étaient dans l'équipe Junior 3 Black Venom et ont terminé avec la médaille de bronze.

« C'était ma première fois à la compétition nationale, confie Kaylee Small. C'était impressionnant de voir plus de 300 équipes, et tout le monde qui nous regardait! Mais en *cheerleading*, on aime ça être regardées et encouragées. »

De même, Jazmine Bedient, qui est une base, aime parler de son sport aux autres élèves de son école. « J'aime le fait parce que peu de personnes savent toute la force que ça prend pour être une base. Peu de personnes savent porter les gens comme nous et j'en suis fière! »

Les deux équipes, sans Kaylee Small qui a quitté entre temps, ont eu leur dernière compétition de l'année, de niveau provincial, à Portage-la-Prairie les 30 avril et 1er mai dernier. Junior 3 Black Venom et Senior 4.2 StrikeForce ont toutes deux terminé premières de la compétition, mais aussi de toute la saison, dans leur catégorie.

« On a prouvé qu'on pouvait faire aussi bien au national qu'au provincial », se réjouit Mikayla Ritchot. « J'aime quand on a des trophées, car ça montre qu'on a bien fait, renchérit Kamie Jobin. Et dans notre club, on en reçoit souvent! »



photo : Gracieuseté Michelle Lajoie

L'équipe Senior 4.2 StrikeForce a remporté les compétitions nationale et provinciale de *cheerleading*, ainsi que la première place de la saison provinciale dans leur division.



photo : Gracieuseté Michelle Lajoie

L'équipe Junior 3 Black Venom a remporté sa dernière compétition provinciale de *cheerleading* ainsi que l'ensemble de la saison dans sa division. Elle s'est aussi placée troisième au national.

À NOTER

ACTIVITÉS SCOLAIRES

16 au 18 mai,
Camp de construction identitaire, Camp Cedarwood, École/Collège Gabrielle-Roy et École Christine-Lespérance

19 et 20 mai, Rencontre JMCA (Nord) à l'école communautaire Saint-Georges

30 et 31 mai et 1er juin,
Camp 4 x 4, Circle Square Ranch, écoles Christine-Lespérance et Lacerte

COMMISSION SCOLAIRE

Réunion de la Commission scolaire franco-manitobaine,
le mercredi 25 mai à 19 h, au bureau divisionnaire, Lorette.

CONGÉS

13 mai,
perfectionnement professionnel, congé pour tous

23 mai,
Fête de la Reine, congé

Avis aux parents de la DSFM : Afin d'être avisé des annulations de transport scolaire, des fermetures d'école ou des retards d'autobus, pour cause de situations d'urgence ou d'intempéries, abonnez-vous à **Twitter (#DSFM_ALERT)**.





PUBLI-REPORTAGE



VOUS SOUHAITEZ SOUMETTRE UN SUJET DE DISCUSSION? ÉCRIVEZ À ECOLES@LA-LIBERTE.MB.CA

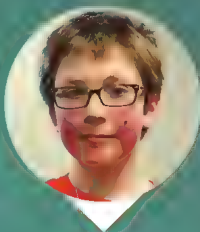


QUE COLLECTIONNES-TU?



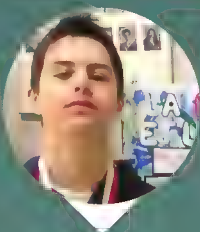
Roches, monnaies du monde, articles à l'effigie d'une équipe sportive, casquettes de baseball, stylos, bandes dessinées… La liste des choses qu'on peut collectionner ne finit jamais! Et collectionner peut être un passe-temps très amusant si on aime partir à la recherche de la pièce manquante dans les magasins, les greniers de famille, ou encore les ventes de garage du quartier.

Les élèves de la Division scolaire franco-manitobaine font-ils des collections? Et si oui, de quoi?



Rhéal Brisson, 6e année, École régionale Notre-Dame

« Depuis cinq ans je collectionne les balles qui bondissent, car je les trouve dans des magasins et j'aime comment elles sont coloriées. Ça a commencé un jour où j'étais chez le dentiste et j'avais fait tellement bien que mes parents m'ont offert deux balles, une qui avait l'air d'une balle de golf et une qui était orange, ma couleur favorite. Maintenant j'en ai cinq ou six. Je joue parfois avec, mais pas dehors pour ne pas les détruire. »



Maximilien Simard, 10e année, École Saint-Lazare

« Je ne fais pas de collection et je n'en ai jamais fait, mais j'aimerais bien pouvoir collectionner l'argent. J'aimerais avoir des millions de dollars, ce serait super! »



Eiryn Kirk, 5e année, École La Source

« Je collectionne de l'argent de chaque pays que j'ai visité. J'ai des euros de l'Europe, des kunas et des lipas de la Croatie, et mon argent préféré sont les livres qui viennent de l'Angleterre. J'aimerais bien avoir de l'argent de l'Australie aussi. »

RÉGION OUEST

Initiation aux marionnettes

Les élèves de 1re à la 4e année de l'école La Source ont eu un bon aperçu de l'art de manier les marionnettes le 19 avril dernier. En effet, la Franco-Manitobaine qui réside à Yellowknife, Natalie Labossière, est non seulement venue leur présenter un spectacle de marionnettes, mais surtout les y faire participer. C'était une première pour l'école.

« On a fait bouger et parler les marionnettes, raconte l'élève de 2e année, Maden Simard. C'était un peu difficile, surtout pour faire bouger les pieds, mais c'était amusant. »

Maden Simard était un poisson qui se cachait pour qu'une famille de pêcheurs ne le trouve pas. Outre l'intérêt de manipuler la marionnette, il a aussi aimé la faire parler. « C'était amusant de faire des voix. J'aime faire les grosses voix », assure-t-il.

Inspirée par ce spectacle, la classe de 2e année prépare d'ailleurs depuis ses propres mini-spectacles de marionnettes en groupes.

L'élève de 4e année, Kaliyah Wiebe, qui était un renard le 19 avril, confirme : « Je pensais que ce serait un peu ennuyeux, qu'on regarderait juste une dame parler avec des marionnettes. Mais finalement c'était très amusant, car on a fait plein de choses!

« On a chanté, fait des mini-spectacles, et aussi appris des noms d'animaux, leur habitat et comment ils chassent leur nourriture. C'était très intéressant et j'aimerais refaire ou revoir des spectacles de marionnettes. »

Quant à Diego Gaudet, lui aussi en 4e année, il s'est plutôt occupé de la musique. « Tout s'est bien passé, c'était vraiment amusant ».

Il a aussi pu manipuler une marionnette et cette expérience lui a plu, de même que l'ensemble du spectacle présenté par Natalie Labossière. « J'étais surpris qu'elle soit si bonne, constate-t-il. Quand elle faisait l'ours polaire par exemple, sa voix était vraiment très bonne. »

De l'avis des enseignants, l'exercice a aussi aidé certains élèves à vaincre leur timidité, car ils s'exprimaient à travers les marionnettes. Et puis c'est sans compter le plaisir de tous à vivre le spectacle, plutôt que le regarder passivement. Une première réussie!





photos : Gracieuseté École La Source

Natalie Labossière est venue montrer aux élèves de la 1re à la 4e année de l'École La Source l'art des marionnettes. Cette activité interactive a eu du succès!

EMPLOIS ET AVIS



AVIS PUBLIC

Avis public est donné, par la présente, que le CN a l'intention de mettre en application les programmes de désherbage ci-après sur son emprise ferroviaire dans la province du Manitoba en 2016.

1. Élimination de la végétation dans le ballast de la voie ferrée. Cette opération vise à empêcher la dégradation de la voie ferrée, à faciliter les tournées d'inspection, à assurer la sécurité du personnel et à minimiser les risques d'incendie et l'accumulation de la neige sur la voie ferrée. Les produits utilisés incluront le 2.4-D Amine 600, l'Arsenal Powerline, l'Esplanade, le Karmex DF 80, le Krovar, l'Overdrive, le Payload et le Vantage XRT.

2. Pour lutter contre les mauvaises herbes et les broussailles sur l'emprise ferroviaire, on procédera à une application foliaire d'herbicides ou on utilisera des techniques de traitement individuel de la base, de l'écorce ou des souches des plantes. Cette mesure vise aussi à prévenir la croissance des mauvaises herbes nuisibles et à les éliminer, conformément aux règlements provinciaux. Les produits utilisés incluront le Banvel VM, le Clearview, l'Escort, le Garlon XRT, le Milestone, le Navius VM, le On Target, le Telar, le Tordon 101, le Tordon 22K et le Truvist.

L'application de ces produits se fera, en principe, entre le 16 mai et le 31 décembre 2016. Tous les produits seront appliqués par des entreprises agréées disposant des permis appropriés, conformément aux règlements fédéraux et provinciaux, et selon les recommandations indiquées sur les étiquettes des produits.

Toute personne qui le désire peut, dans les 15 jours suivant la publication du présent avis, faire parvenir des commentaires écrits concernant les programmes susmentionnés à l'adresse suivante :

Manitoba Conservation
Province du Manitoba
123, rue Main, bureau 160
Winnipeg (Manitoba)
R3C 1A5

www.cn.ca



RETHINK OUTSOURCING

Faites carrière dans le service à la clientèle!

- Nous cherchons des représentant(e)s bilingues pour rejoindre notre équipe du service à la clientèle!
- Nous travaillons avec nos clients par téléphone, courriel, service des messages instantanés en ligne et par les médias sociaux.
- Venez rejoindre notre équipe exceptionnelle!

Nous vous offrons un excellent salaire et des bénéfices à long terme!
La rénumération de base commence à 13,75 $/heure.

Compétences que nous cherchons :

- excellente communication, plaisant et professionnel (parlé et écrit) en français et en anglais;
- compétences informatiques;
- capacité de travailler dans un environnement structuré;
- ponctuel(le) et souple;
- expérience dans le service à la clientèle serait un atout.

Veuillez envoyer votre CV en ligne à **precruiting@24-7intouch.com**

Le sujet du message courriel devrait indiquer le numéro de travail suivant : **3371982**

Nous espérons que vous ferez bientôt partie de notre équipe!

Nous espérons vous avoir parmi nous.

RESSOURCES HUMAINES (SIÈGE SOCIAL) 24-7 INTOUCH.COM/CAREERS
1400, AVENUE TAYLOR, WINNIPEG (MANITOBA) R3N 1Y6 CANADA



APPEL DE CANDIDATURES

APPUI EN TOURISME ET SECRÉTARIAT

Contrat d'un an à partir du 15 juin 2016

Responsabilités générales

- aider à la mise sur pied de projets, d'activités et d'outils promotionnels qui accroissent la visibilité et l'inclusion de la communauté francophone dans l'industrie du tourisme au Manitoba;
- développer et maintenir des liens étroits avec des acteurs de l'industrie touristique;
- travailler conjointement avec les municipalités membres et les appuyer sur les projets, évènements et/ou attractions touristiques au niveau de la province, communauté et/ou secteur privé
- assurer la réception professionnelle et constante des bureaux du CDEM et assumer toutes les activités reliées à la réception.

(voir description détaillée des tâches au www.cdem.com)

APPUI AUX COMMUNICATIONS

Poste à temps partiel à partir du 15 juin 2016

Responsabilités générales

Sous l'autorité de la directrice des communications, le titulaire a pour fonction d'appuyer celle-ci dans la réalisation de son plan de communication et de marketing, tout en offrant un appui graphique et technique en technologies numériques et en communications.

(voir description détaillée des tâches au www.cdem.com)

Salaires : selon l'échelle en vigueur dans l'organisation.

Nous adhérons au principe de l'équité en matière d'emploi.

Les personnes intéressées doivent faire parvenir leur curriculum vitae **au plus tard le 20 mai 2016**. Le CDEM remercie tous les candidats et candidates pour leur intérêt. Toutefois, seules les personnes retenues seront convoquées en entrevue.

Par courriel : jmaynard@cdem.com
Par la poste : indiquez « personnel et confidentiel »
sur une enveloppe à l'attention de
Mme Julie Turenne-Maynard, directrice générale adjointe
Conseil de développement économique
des municipalités bilingues du Manitoba
200-614, rue Des Meurons
Saint- Boniface (Manitoba) R2H 2P9



Université de **Saint-Boniface**
Une éducation supérieure depuis 1818

APPEL DE CANDIDATURES

Préposé ou préposée aux Services informatiques

Responsabilités générales :

- assurer les services de réception, au téléphone et en personne, et répondre aux demandes de la clientèle;
- recevoir et traiter les demandes de service ou les acheminer aux unités informatiques appropriées;
- assurer la mise à jour et la gestion des inventaires;
- prévoir les aspects logistiques des déplacements et de diverses rencontres;
- effectuer le suivi des dossiers du service à la clientèle.

Compétences requises :

- diplôme en gestion de bureau ou posséder tout agencement équivalent de formation ou d'expérience;
- aptitude dans le dépannage informatique de base;
- bonne connaissance du français et de l'anglais, parlés et écrits;
- excellentes connaissances des applications Microsoft Office;
- avoir un esprit d'initiative, d'autonomie et d'adaptation rapide à divers contextes;
- avoir de l'entregent et un esprit d'équipe;
- habileté dans la résolution de problèmes et à traiter avec une clientèle variée.

Rémunération : selon la convention collective

Entrée en fonctions : le 20 juin 2016

Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae au plus tard le 23 mai 2016 à :

Lorraine Roch, directrice des ressources humaines
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-233-0210 Télécopieur : 204-237-3099
loroch@ustboniface.ca
ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.

PETITES ANNONCES

NOMBRE DE MOTS	20 mots et moins	21 à 25 mots	26 à 30 mots
Semaine 1	13,63 $	14,77 $	15,93 $
Semaine 2	21,71 $	24,04 $	26,35 $
Semaine 3	25,19 $	28,66 $	32,13 $
Semaine 4	28,66 $	33,29 $	37,93 $
Semaine 5	32,13 $	37,93 $	43,71 $
Semaine 6	35,62 $	42,56 $	49,51 $

Mot additionnel : 16¢ Photo : 15,93 $



Ces tarifs incluent la taxe sur les produits et services (TPS). Les petites annonces doivent être payées d'avance et parvenues à nos bureaux au plus tard le jeudi à 12 h précédant la date de publication désirée. Aucun remboursement ni crédit n'est accordé pour les annonces annulées.

OFFRE D'EMPLOI

DIRECTEUR(TRICE)

de la Maison des artistes visuels francophones (MDA)

La Maison des artistes visuels francophones (MDA) a une pleine programmation dans sa galerie contemporaine, dans le Studio, au jardin de sculptures, tout comme hors site de l'ancien hôtel de ville de Saint-Boniface. Pour maintenir ceci, la MDA est à la recherche d'un(e) directeur(trice). Ceci est un poste combiné, à la fois directeur(trice) général(e) et directeur(trice) artistique. Nous cherchons quelqu'un avec les qualités et de l'expérience dans les domaines suivants :

- leadership;
- vision artistique;
- développement philanthropique;
- rédactions de demandes de subventions;
- gestion d'organisme à but non lucratif, avec membership;
- communication;
- valorise l'art et les artistes;
- professionnalisme et créativité.

Modalités :

- 25 h/semaine;
- salaire annuel de 25-30 k $, avec bénéfices;
- dois être bilingue.

Si intéressé, SVP envoyer une lettre de motivation,
ainsi que votre cv adressé au Président, Richard Mahé,
à **info@maisondesartistes.mb.ca**
avant le 2 juin 2016.





Caisse Groupe Financier, une institution financière coopérative bilingue offrant une gamme complète de produits et services financiers par l'entremise de 27 centres de services au Manitoba, est à la recherche d'une personne pour combler un poste permanent à temps plein:

Agent ou agente, services aux membres

au centre de services à Sainte-Anne

L'agent ou l'agente, services aux membres, est responsable d'un tiroir-caisse et accomplit une variété de tâches liées aux services financiers. Ses fonctions principales comprennent l'offre de service au comptoir des produits et services de la Caisse.

Pour de plus amples informations, veuillez vous référer au site **www.caisse.biz.**



OFFRE D'EMPLOI

Envol 91,1 FM est à la recherche d'un(e)

COORDINATEUR(TRICE) DE BUREAU

Fonctions :

- Comptabilité
- Réception
- Compte payables et recevables
- Gestion des publicités
- Gestion de bureau
- Gestion des membres

Qualités requises :

- excellent sens de l'organisation;
- capacité de gérer plusieurs projets à la fois;
- bonne connaissance du français et de l'anglais;
- expérience en comptabilité;
- expérience en gestion de bureau.

Entrée en fonction : début juin 2016.

Rémunération et avantages sociaux : 32 000 $ par année ou plus dépendant de l'expérience.

Faites parvenir votre lettre de présentation et curriculum vitae **d'ici le mardi 31 mai 2016** à :

La direction générale
Envol 91,1 FM
340, boulevard Provencher
Saint-Boniface (Manitoba)
R2H 0G7
Télécopieur : (204) 233-3646
direction@envol91.mb.ca

Seules les personnes convoquées en entrevue seront contactées.



Université de Saint-Boniface
Une éducation supérieure depuis 1818

APPEL DE CANDIDATURES

Agent ou agente de recrutement

Responsabilités générales :

- Travailler à la préparation de plans opérationnels de recrutement local et à leur accomplissement;
- Coordonner les activités de recrutement et de marketing pour la clientèle cible;
- Être responsable du programme des étudiants ambassadeurs et ambassadrices et assurer leur supervision;
- Contribuer à la préparation, la distribution et le renouvèlement du matériel promotionnel;
- Agir à titre de premier contact pour les écoles et divisions scolaires voulant visiter le campus ou utiliser les installations de l'Université;
- Organiser et effectuer le recrutement d'étudiants et d'étudiantes des écoles francophones et d'immersion du Manitoba et d'ailleurs au Canada;
- Gérer les commandes, l'inventaire et la vente des objets d'appartenance et de promotion;
- Appuyer les projets de coopération avec les partenaires.

Compétences requises :

- Diplôme postsecondaire ou l'équivalent en expérience et formation;
- Expérience à faire des présentations pour des publics divers;
- Expérience dans la réalisation d'évènements spéciaux;
- Excellente connaissance du français et de l'anglais, parlés et écrits;
- Connaissance du système scolaire et postsecondaire canadien serait un atout;
- Connaissance de Microsoft Office (plus particulièrement Word, Excel et PowerPoint).

Rémunération : selon la convention collective en vigueur

Veuillez faire parvenir votre lettre de présentation et votre curriculum vitae au plus tard le 15 mai 2016 à :

Lorraine Roch, directrice des ressources humaines
Université de Saint-Boniface
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (Manitoba) R2H 0H7
Téléphone : 204-233-0210 Télécopieur : 204-237-3099
loroch@ustboniface.ca

ustboniface.ca

L'USB souscrit au principe de l'équité en matière d'emploi et encourage la candidature de toute personne qualifiée, femme ou homme, y compris les Autochtones, les personnes handicapées et les membres des minorités visibles. Conformément aux exigences prescrites en matière d'immigration au Canada, toutes les personnes qualifiées sont invitées à postuler; la priorité est toutefois accordée aux personnes ayant la citoyenneté canadienne ou la résidence permanente.



Festival du Voyageur

APPEL DE CANDIDATURES
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Festival du Voyageur inc. est à la recherche de candidats pour son Conseil d'administration. Le Conseil d'administration du Festival du Voyageur est composé de dix (10) administrateurs. Les administrateurs seront élus pour un mandat renouvelable d'une durée de trois (3) ans lors de l'assemblée générale annuelle du Festival du Voyageur inc. qui se déroulera en septembre 2016.

Notre mission
Faire rayonner la joie de vivre et la francophonie à longueur d'année en créant des expériences artistiques, éducatives, historiques et culturelles inspirées de l'époque des voyageurs.

Responsabilités des membres du conseil
Les membres qui s'investissent bénévolement au sein du Conseil d'administration jouent un rôle essentiel, car ils permettent d'assurer la bonne santé de la corporation en aidant à définir et promouvoir les priorités stratégiques et les valeurs fondamentales du Festival du Voyageur.

Les membres du conseil doivent:

- Connaître et appuyer les valeurs, la vision, la mission et les objectifs stratégiques du FDV;
- S'engager à participer à 12 réunions physiques par année avec les autres membres du conseil ainsi qu'une participation active pendant la fête du Festival du Voyageur;
- Être en mesure d'apporter leur point de vue sur différents enjeux, en tenant compte de la mission du FDV;
- Être en mesure de travailler de manière collaborative et de prendre part à des débats et des discussions, lorsque requis;

Processus de sélection
Tout candidat doit soumettre sa candidature au plus tard le 25 mai 2016 en fournissant un bref curriculum vitae. Seuls les candidats retenus seront informés des conclusions du processus de sélection au plus tard le 30 juin 2016.

Pour plus de renseignements ou pour soumettre votre candidature, veuillez communiquer avec la présidence du Festival du Voyageur à presidence@heho.ca **avant le 25 mai 2016**.

NÉCROLOGIE

Alexandre Boisjoli
1930-2016

À l'Hôpital de Saint-Raymond, le 29 avril, à l'âge de 85 ans, est décédé monsieur Alexandre Boisjoli, fils de feu Alphonse Boisjoli et de feue Alice Gauthier et époux en première noces de feue Laurette Perron et en deuxième noces de Irène St-Pierre. Il demeurait à Saint-Raymond était natif de la Broquerie, Manitoba.

Le service religieux a eu lieu le samedi 7 mai 2016 à 12 heures à l'église de Saint-Raymond de Portneuf, 331, rue Saint-Joseph, Saint-Raymond.

Il était le père de Denis Boisjoli (Danielle Legaré) et Johanne Boisjoli (Robert Perras). Il laisse également dans le deuil ses petits-enfants et ses arrière-petits-enfants. Il était le frère de : feue Éva, feu Raoul, feue Marie, feu Georges, feu Léo, Lucie et Gertrude. Il laisse aussi dans le deuil ses neveux, nièces, cousins, cousines, parents et ami(e)s.



CITATIONS ET INCITATIONS À LA COMPASSION

France Adams

« La compassion c'est réaliser que nous sommes un. C'est comprendre la personne, l'aimer et vouloir l'aider. »

- Denise Dupuis

« Aimer son travail, c'est jouer en travaillant. »

- Denise Dupuis

Retrouvez France Adams sur les ondes de CKSB (88,1 FM),
lundi matin 16 mai vers 8 h 35 en conversation avec Martine Bordeleau.

PUBLI-REPORTAGE

Andropause : mythe ou réalité?

Par Steven Gravelle, médecin résident, Centre de santé Saint-Boniface

Baisse de libido, diminution de l'érection, fatigue, perte de masse musculaire, dépression, irritabilité. Vous êtes un homme et reconnaissez ces symptômes? Si oui, il se peut que vous souffriez de ménopause masculine... ou d'andropause.

Il y a déjà longtemps que la médecine moderne reconnaît l'existence des causes et symptômes de la ménopause chez les femmes... on ne s'en cache pas. Mais qu'en est-il pour les hommes?

Phénomène peu connu, l'andropause est entourée d'un tabou qui pousse la plupart des hommes à souffrir en silence. D'autant plus que ceux-ci ont tendance à moins consulter pour les problèmes de santé que les femmes, surtout s'ils concernent leur virilité.

Bien qu'il y ait une diminution graduelle de la testostérone associée avec l'âge, l'andropause est caractérisée par une baisse marquée de testostérone. Ceci peut être diagnostiqué par un simple test de sang suite à une évaluation clinique jugée indicative. Alors, allons-y! Défaisons les tabous et parlons-en!

L'andropause peut se manifester chez les hommes âgés de 45 ans ou plus. Contrairement aux femmes qui passent toutes par la ménopause, et ce, à divers degrés, un homme sur cinq âgé de 60 ans ou plus souffre de symptômes liés à l'andropause.

Et comme ceux-ci peuvent être associés à d'autres maladies ou au vieillissement en général, on met parfois un certain temps avant d'identifier le problème.

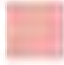
En effet, la médecine moderne reconnaît depuis peu l'existence de l'andropause, qui rend encore plus difficile le dialogue trop souvent non abordé. Pourtant, le traitement est assez simple : on administre un supplément d'androgène, soit de la testostérone, sous forme de comprimés, de gel ou en injection, ce qui peut provoquer un retour progressif au bien-être. Cependant, ce traitement n'est pas pour tout le monde : il demeure contre-indiqué chez tous patients avec le cancer de la prostate, par exemple.

Bref, si vous avez 45 ans ou plus, vous vous sentez plus fatigué et irritable qu'à la normale, votre désir sexuel est en déclin et vous avez des problèmes d'érection, ou souffrez de dépression, prenez le temps d'en parler à votre médecin ou infirmière praticienne. Un dialogue ouvert sur la santé de l'homme, et celle de votre prostate, est aussi essentiel que de faire vidanger l'huile de sa voiture! Grâce à un traitement hormonal, vous pourriez retrouver votre vigueur et votre énergie d'antan. Alors, ne lâchez pas. Brisez les tabous. Votre bien-être en dépend.

Centre de santé
Saint-Boniface



centredesante.mb.ca



CHRONIQUE RELIGIEUSE

MIREILLE GRENIER

« Je n'ai pas le temps »

La phrase : « Je n'ai pas le temps » revient tellement souvent dans notre vie courante. Si souvent qu'on commence à y croire. Je suis la première à admettre que j'utilise ces mots comme une béquille. Je n'ai pas le temps de finir ce projet. Je n'ai pas le temps de faire une prière. Je n'ai pas le temps de faire de l'exercice. Je n'ai pas le temps d'écouter un ami. Je n'ai juste pas le temps. Je me garde occupée avec tant d'autres choses, qui ne sont vraiment que de simples petites choses. Ce sont des choses qui ne sont vraiment pas importantes dans ma vie. Est-ce que j'ai besoin de vérifier les médias sociaux une vingtaine de fois par jour? Est-ce que j'ai besoin de tenter de faire mille et une choses en même temps, sans vraiment rien accomplir? Est-ce que j'ai besoin de regarder la télévision pendant plusieurs heures consécutives? Est-ce que j'ai vraiment besoin de remplir ma vie avec ces moments inutiles? La réponse est simple : « Non ».

Alors, de quoi ma vie devrait-elle être remplie? Peut-être avec des moments de silence où j'écoute la voix du Seigneur. Ou même avec des moments de joie pour les gens que j'aime. Peut-être que je devrais prendre le temps de célébrer cette vie qui m'est donnée. Je suis vraiment chanceuse d'avoir un emploi, une famille qui m'aime, des amis qui me respectent, chanceuse d'avoir une place où dormir et avoir de quoi manger. Je devrais prendre le temps de jouir de cette vie et de remercier le Seigneur, au lieu de passer mon temps à dire : « Je n'ai pas le temps ».

Il est grand temps que je prenne le temps dans ma vie pour ce qui est important. Finies les soirées à m'asseoir et à regarder des émissions qui ne vont pas changer ma vie. Finis les nombreux moments à être collée au téléphone en attendant un appel. Finies les excuses de ne pas avoir assez de temps. Pourquoi attendre un moment spécial pour prendre du temps pour ce qui est vraiment important quand je peux commencer dès aujourd'hui? On a seulement une vie à vivre, et j'ai déjà gaspillé tant de moments. Je ne voudrais pas en gaspiller d'autres. Le Seigneur a choisi de me donner cette vie. La meilleure façon de Lui rendre grâce est de la vivre pleinement.

Vous pouvez aussi lire la *Chronique religieuse* de la semaine, ainsi que les chroniques antérieures au site Web de l'Archidiocèse de Saint-Boniface : http://www.archsaintboniface.ca/main.php?p=217

COMMUNAUTAIRE

SAINT-LAURENT ESPÈRE UN REGAIN DE VIE

Un seul obstacle pour un rêve

Une usine de transformation de poissons de 200 millions $ pourrait voir le jour à Saint-Laurent d'ici 2018. Le potentiel : 300 emplois pour le village et un avenir assuré pour les pêcheurs commerciaux du lac Manitoba. Mais un obstacle essentiel doit être levé.

Daniel BAHUAUD
redaction@la-liberte.mb.ca

La Municipalité rurale de Saint-Laurent s'est déclarée en faveur, le 20 avril dernier, d'un projet d'usine de transformation de poissons qui pourrait revitaliser le village de Saint-Laurent et la pêche commerciale sur le lac Manitoba.

Louise McKay, la présidente de la Corporation de développement communautaire de Saint-Laurent, fait état des retombées positives potentielles : « Ça fait des années qu'on parle d'une usine pareille, en espérant qu'on pourrait obtenir du financement du gouvernement. Ce qui est nouveau, c'est que pour la première fois, l'argent viendrait du secteur privé. Il s'agit d'investisseurs américains travaillant avec Community Development First, une firme de consultants de Winnipeg. Les entrepreneurs assumeraient la totalité des coûts du projet. Même l'achat du terrain de 150 acres et de l'installation des infrastructures nécessaires pour la construction.

« On a organisé une rencontre publique le 3 avril avec Community Development First, pour que les résidents et les pêcheurs puissent rencontrer leurs représentants et prendre connaissance du projet. Les gens étaient épatés, parce que l'usine pourrait changer Saint-Laurent. Dès son ouverture, elle créerait 100 emplois. Lorsqu'elle serait pleinement opérationnelle, elle fournirait 300 emplois. De plus, l'usine rapporterait 750 000 $ en impôts à la Municipalité. Ça serait extraordinaire. »

Mais un obstacle essentiel doit être levé pour que le projet se réalise : le gouvernement du Manitoba devra convaincre le Fédéral de modifier la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* afin d'éliminer le monopole qu'elle accorde présentement à l'Office de commercialisation du poisson d'eau douce du Manitoba, qui est un organisme fédéral.

Terry Szydlik, un représentant de Community Development First, avance que « le coup est jouable ». « L'élimination du monopole était une promesse électorale du gouvernement Pallister. Derek Johnson, le nouveau député progressiste-conservateur d'Entre-les-Lacs et ancien conseiller municipal de Saint-Laurent, appuie le projet. Cathy Cox, la nouvelle ministre du Développement durable, écrira une lettre au Fédéral demandant que la *Loi sur la commercialisation du poisson d'eau douce* soit modifiée. »



Archives La Liberté

Alain Gaudry, le président de l'Association des pêcheurs commerciaux du lac Manitoba.

Si Community Development First gagne son pari, les travaux de construction pourraient débuter dès 2017.

« L'usine pourrait être opérationnelle dès 2018, souligne Terry Szydlik. Ce serait la réalisation d'un rêve longtemps caressé. Notre but est de faire de l'argent. Mais aussi d'appuyer les pêcheurs de la région. À présent, leur revenu annuel moyen tourne autour de 8 000 $. »

Alain Gaudry, le président de l'Association des pêcheurs commerciaux du lac Manitoba, voit la situation d'un même œil :

« Avant l'inondation de 2011, on avait 50 pêcheurs à Saint-Laurent. Maintenant, ils ne sont plus que six. En tout, sur le lac Manitoba, on compte encore 130 pêcheurs actifs, même s'il y a 400 permis commerciaux en circulation. Les pêcheurs inactifs n'attendent qu'une usine de transformation comme celle proposée pour se remettre à pêcher. Community Development First propose d'acheter le poisson entier, comme ça se faisait autrefois. Le rouget et la carpe pourront être vendus pour leur viande. Les poissons secondaires, qui n'avaient pas de valeur commerciale, pourront être transformés en collagène ou en huile. On pourrait donc être productifs comme avant. En 1992, il y avait 432 pêcheurs sur le lac, justement parce qu'il y avait la possibilité de vendre le poisson entier. »

COLLES ET BRICOLES - RÉPONSE

Eddy? Je voulais juste te rappeler la réunion **au sujet du** ou **concernant le** ou **à propos du** nouveau projet qui est **prévue** pour 9 h ce matin. Es-tu de bonne humeur, toi?

En français, l'expression *en rapport avec* peut signifier *être en relation avec, qui convient à* ou encore *qui se rapporte à*. Dans le sens de *au sujet de*, on utilisera plutôt *relatif à, relativement à, quant à, à propos de, portant sur, concernant* , etc.

Le mot *céduler* est un anglicisme.

À VOTRE SERVICE

SERVICES

AVOCATS-NOTAIRES



École technique et professionnelle

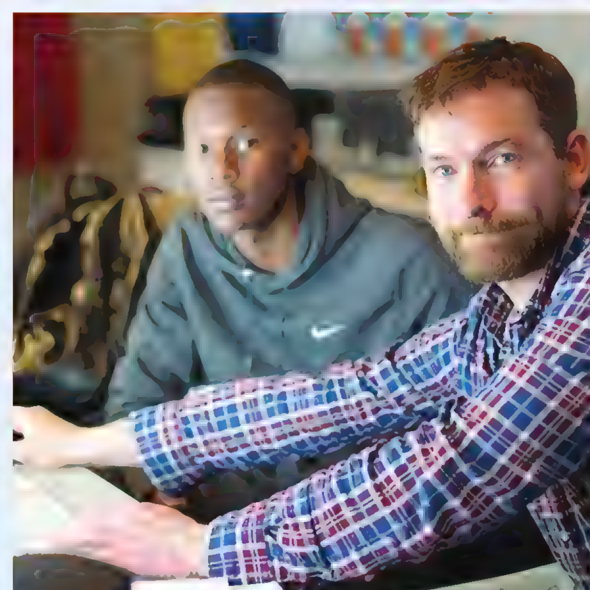












Université de Saint-Boniface



Mot du recteur, Gabor Csepregi

Félicitations à tous les acteurs passés et présents de l'École technique et professionnelle! En 40 ans, l'étude et l'enseignement ont été marqués par un engagement fervent et un dévouement exemplaire. Les programmes d'étude offerts dans les domaines de la santé, de l'éducation de la jeune enfance, de l'administration des affaires, de la gestion du tourisme, de l'informatique ou de la communication multimédia ont assuré des services vitaux à la communauté francophone au Manitoba. L'approche personnalisée et novatrice auprès des étudiants et étudiantes a toujours été essentielle à la vitalité et au rayonnement de l'Université de Saint-Boniface. Aujourd'hui nous sommes très fiers du succès obtenu par nos nombreux diplômés. Durant les décennies à venir, nous voulons offrir à nos futurs étudiants et étudiantes la même excellente formation technique et professionnelle, afin de satisfaire leur ambition et de répondre à l'attente des divers organismes communautaires.

Mot de la directrice par intérim de l'ETP, Suzanne Nicolas

L'École technique et professionnelle a 40 ans. C'est l'occasion de célébrer tous ceux qui ont œuvré à sa réussite, ont contribué à son essor et son épanouissement, et qui peuvent aujourd'hui être fiers de son identité, de sa culture et de sa contribution au sein de l'Université de Saint-Boniface et de la communauté francophone du Manitoba.

Nos programmes à l'approche personnalisée nous permettent de répondre aux besoins de la communauté d'expression française en formant des personnes qualifiées pouvant œuvrer dans un milieu de travail francophone ou bilingue, et ce, grâce à quatre décennies de professeurs tous plus exceptionnels les uns que les autres et des étudiants motivés et motivants!

Ce cahier est un recueil de souvenirs, réunissant des histoires extraordinaires de dévouement, d'engagement, de camaraderie, de professionnalisme et de réussite professionnelle. C'est l'histoire de professeurs et d'étudiants qui ont travaillé très fort pour qu'on existe encore aujourd'hui, confiants et prêts à faire face aux nouveaux besoins de la communauté et relever les défis de l'avenir.

Ensemble, célébrons 40 ans de succès!



LES FAITS SAILLANTS DE L'HISTOIRE DE L'ÉCOLE TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

- 1968 -

Le Canada est officiellement bilingue. La demande de secrétaires bilingues deviendra très forte au sein de la fonction publique comme dans l'entreprise privée.

- 1970 -

Avec l'adoption de la Loi 113 au Manitoba, qui rend officiel et légitime l'enseignement en français, l'enseignement de programmes postsecondaires en français devient non seulement possible, mais essentiel. On ouvre des écoles françaises au Manitoba, ce qui crée un besoin de secrétaires administratives francophones.

La Chambre de commerce, le Club des hommes d'affaires et la Société franco-manitobaine exercent des pressions auprès du Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) pour mettre sur pied des programmes de formation professionnelle en français.

- 1974 -

Le CUSB entreprend des démarches pour créer un « centre de sciences de secrétariat ». On planifie l'appeler École de secrétariat bilingue. Au début de 1975, le CUSB commissionne un sondage mené par le bureau SORÉCOM de Montréal et le Centre de recherche du CUSB. Ce sondage confirme le besoin de secrétaires bilingues.

- 1975 -

Le ministère provincial des Collèges et Universités et le Secrétariat d'État à Ottawa approuvent le programme et le financement. Quant à l'appellation du nouveau programme, on se distance du nom d' « école ». Le CUSB, qui veut desservir davantage sa communauté en offrant des cours professionnels, utilisera le nom de « Collège communautaire de Saint-Boniface » (CCSB) pour désigner l'entité qui accueillera son nouveau programme de sciences de secrétariat.

Le « Collège communautaire de Saint-Boniface » ouvre ses portes à l'automne 1975. Quinze étudiantes sont inscrites au seul programme offert, le Secrétariat bilingue. L'abbé Laval Cloutier est nommé à la direction du CCSB et des programmes spéciaux au CUSB.

- 1976 -

La deuxième année du programme Secrétariat bilingue est mise sur pied.

- 1977 -

Un nouveau secteur, que l'on nomme Administration des affaires, est formé. Quinze étudiants sont inscrits au programme Certificat d'aide-comptable (10 mois).

- 1978 -

Le CCSB met sur pied un programme de 20 mois nommé Administration des affaires.

C'est le Collège communautaire de Saint-Boniface qui initie les programmes d'éducation pour adultes pour répondre directement aux nouveaux besoins de la communauté : les cours de français oral, le M.I.E.L.S (mois intensif pour les enseignants et enseignantes de langue seconde), le programme d'été de langue. En outre, le mouvement associatif étant en plein essor au Manitoba français, les bénévoles œuvrant dans divers organismes communautaires et provinciaux francophones peuvent suivre des cours de gestion de réunions et de projets ainsi que de communication orale et écrite en français.

- 1979 -

Une formation intensive pour l'obtention du Certificat en animation préscolaire est offerte pour former des animatrices de garderie francophones. Ces cours sont offerts en soirée puisque les personnes inscrites au programme travaillent à temps plein.

- 1981 -

Normand Collet, qui avait auparavant occupé un poste de professeur au sein du programme Administration des affaires, est nommé directeur du CCSB.

- 1984 -

Un programme qui mène au Certificat en informatique est offert à temps partiel. Depuis 1988, ce programme est offert sous l'égide de la Division de l'éducation permanente.

Il est à noter qu'au fil des années, le CCSB a collaboré étroitement avec divers organismes de la communauté franco-manitobaine tels que le Conseil de la coopération, Pluri-elles, etc. afin d'offrir des programmes de formation ponctuelle. Parmi d'autres, on a offert de la formation en gestion coopérative, ainsi qu'en vente et en service à la clientèle.

- 1985 -

Raymonde Gagné est nommée directrice du CCSB. Elle avait auparavant occupé un poste de professeure au sein du programme Administration des affaires.

- 1988 -

Le Collège universitaire de Saint-Boniface (CUSB) met sur pied la Division de l'éducation permanente qui reçoit comme mandat non seulement l'offre de programmes de langues et de formation continue pour adultes, mais aussi la promotion et l'offre de cours universitaires crédités. Dorénavant, cette division, qui ne relèvera plus de la direction du CCSB, aura plutôt le statut d'unité d'enseignement au sein du CUSB.

À la suite de la mise en œuvre de la Loi sur les garderies du Manitoba qui exige certains niveaux de formation de la part des travailleurs en garderie, le CCSB offre un programme intensif intitulé Animation préscolaire.

- 1989 -

Le CCSB reçoit le financement de base pour lancer le programme de deux ans qu'on nomme Animation en garderie, connu aujourd'hui sous le nom d'Éducation en services de garde.

Le CCSB devient officiellement l'École technique et professionnelle (ETP) du Collège universitaire de Saint-Boniface.

Suite à un important exercice d'analyse institutionnelle, l'ETP sera complètement intégrée dans les opérations régulières du CUSB en devenant une de ses quatre unités d'enseignement. Le CUSB devient ainsi un modèle novateur en matière d'éducation postsecondaire au Canada en associant dans une même structure opérationnelle formation collégiale et formation universitaire.


L'abbé Laval Cloutier


Origène Fillion


Normand Collet

LES ORIGINES

Un besoin à combler

Constatant un besoin criant de professionnels bilingues, l'abbé Laval Cloutier a créé le Collège communautaire, aujourd'hui connu comme l'École technique et professionnelle.

Feu l'abbé Laval Cloutier a été l'acteur principal de la mise sur pied de l'École technique et professionnelle (ETP) de l'Université de Saint-Boniface (USB), qui s'est d'abord appelée le Collège communautaire pendant près de six ans.

Cette initiative était une réponse à un besoin criant de la communauté à l'époque : celui de secrétaires bilingues qualifiées ainsi que de teneurs de livres francophones.

« Le Collège communautaire a vu le jour afin de répondre aux besoins techniques de la communauté, notamment en secrétariat bilingue, mais aussi en comptabilité de base et en tenue de livres, se souvient le deuxième directeur de l'ETP, qui a succédé à l'abbé Laval Cloutier et professeur de comptabilité dès la troisième année du programme, Normand Collet. Le côté universitaire n'offrait pas ces formations, or la communauté avait besoin de personnes qualifiées dans ces domaines. »

Doyen des trois facultés du Collège de Saint-Boniface (CSB) lors de la mise sur pied du Collège communautaire, Origène Fillion confirme que « nous avions réalisé que tout le monde n'était pas obligé de suivre des cours universitaires. D'autres professions tout aussi nécessaires à la communauté demandaient une formation différente, qu'un Collège communautaire pouvait donner.

« Nous avons donc demandé à l'abbé Laval Cloutier, qui était alors directeur du secondaire au CSB, de quitter son poste pour s'occuper de ce dossier. »

Dans les années 1970, le Red River College était le seul collège de Winnipeg offrant des formations techniques. L'abbé Laval Cloutier s'en est inspiré, ainsi que d'autres programmes en dehors de la province, notamment au Québec.

« Il était un bourreau de travail, se souvient Origène Fillion. Il s'est informé de ce qui se faisait partout ailleurs avant de créer notre Collège communautaire. Ce Collège est donc un amalgame de tout ce qu'il a pu trouver. »

Normand Collet renchérit qu'il avait « de l'enthousiasme. Quand une approche ne produisait pas les résultats voulus, il n'hésitait pas à la changer et à recommencer ».

Se faire une place

« Comme toute nouvelle institution, au début, il a fallu se faire connaitre, se souvient Normand Collet. Et comme on n'avait pas d'argent pour le recrutement, ce sont nous, les professeurs, qui sommes allés de village en village pour recruter. »

La Province a toutefois vite été conquise. « Pour obtenir du financement de la Province, il fallait d'abord faire accepter notre concept, raconte Origène Fillion. On s'attendait à de la résistance, mais on a finalement reçu un accueil plutôt favorable du gouvernement. Tout le monde à la Province a bien compris le besoin, notamment parce qu'il y avait un besoin de secrétaires bilingues là-bas aussi! »

L'acquisition d'ordinateurs a également servi d'argument pour « valoriser l'ETP », ajoute le deuxième directeur. En effet, dès les premières années, le Collège communautaire s'est doté d'un laboratoire informatique de 12 ordinateurs grâce à un octroi du gouvernement fédéral. « On en a fait une priorité, et cela nous a permis d'attirer davantage d'étudiants du secondaire », rapporte-t-il.

Quant à la place de l'ETP au sein de l'USB, elle a en revanche été plus difficile à prendre. Installé dans l'aile ouest du CSB, où était situé l'ancien secondaire du Collège qui venait lui-même de déménager dans l'actuel collège Louis-Riel à Saint-Boniface, le Collège communautaire a mis plusieurs années avant de se sentir intégré au CSB.

Origène Fillion précise que les deux corps étudiants cohabitaient très bien ensemble. « L'accueil a été bon, mais sans intégration car ce concept n'existait pas. À l'époque, on catégorisait beaucoup, partout. Il ne serait pas venu à l'idée du CSB de donner des crédits pour des cours pris au Collège communautaire! Et le fait qu'on avait des administrations et des collations de grades séparées n'a pas aidé. »

Aujourd'hui, l'ETP a pris sa place dans l'Université Saint-Boniface. Les ponts entre les deux institutions sont même de plus en plus encouragés, car les formations sont vues comme complémentaires.

« Les diplômés de l'ETP ont réussi des carrières avec succès, ce qui a redonné de la valeur à l'ETP », conclut Normand Collet.

– 1994 –

On inaugure le programme de formation Aide en soins de santé.

– 1995 –

L'avenir de l'ETP est mis en péril au début de l'année. En effet, il semble que le seul établissement offrant une formation technique en français dans l'Ouest ait à fermer ses portes à la suite du dépôt de budget du gouvernement du Manitoba, ce budget prévoyant une réduction de 50 % du financement de l'ETP. Cependant, au terme de négociations ardues, l'ordre est rétabli. Le CUSB négocie avec la Province et le gouvernement fédéral un plan de financement qui assure l'avenir à long terme de l'ETP.

– 2001 –

Le 11 avril 2001, le CUSB reçoit confirmation du gouvernement du Manitoba du financement nécessaire pour lancer son programme en sciences infirmières, programme qui est offert en septembre 2001 et les premiers finissants en juin 2004.

– 2002 –

Relancement du programme de services de garde en septembre 2002.

– 2008 –

En septembre 2008, création d'un nouveau diplôme avancé en leadership pour la jeune enfance (cours par Internet), premiers diplômés en juin 2010.

– 2011 –

En juin 2011, premiers finissants du programme Webmestre. Depuis 2006, ce programme est offert par Internet et à temps partiel en partenariat avec le Collège communautaire de Nouveau-Brunswick et la Cité collégiale d'Ottawa. Le Manitoba accueille sa première diplômée.

– 2012 –

En juin 2012, création d'un diplôme provenant de l'Université de Saint-Boniface.

En juin 2012, inauguration du diplôme honorifique à l'ETP, dont le premier récipiendaire est Mariette Chartier.

– 2013 –

En décembre 2013, entente entre l'ETP et l'Accueil francophone, un partenariat permettant aux immigrants d'obtenir une formation en service de garde.

– 2014 –

Le 5 février 2014, création d'un nouveau programme collégial d'études avancées en français de Gestion de services de santé et des services communautaires avec l'aide du Consortium national de formation en santé.



Shelby Hunter, Louise LaFlèche, Paulette Trémorin et Nicole Gauthier

Deux vitesses et un laboratoire pour répondre aux besoins

En près de 30 ans, le programme Éducation de la jeune enfance de l'ETP a su se renouveler pour mieux répondre aux besoins en évolution du marché mais aussi de ses étudiants.

Créés en 1981, les premiers cours d'éducation de la jeune enfance (EJE) offerts à l'ETP formaient le certificat en Animation en garderie. Il est devenu diplôme en septembre 1989.

« Quand le Manitoba a voté sa première *Loi sur la garde d'enfants* en 1988, on a eu besoin de former des personnes en français pour répondre aux besoins de la communauté en petite enfance, se souvient la coordonnatrice du programme accéléré, qui a aussi longtemps enseigné dans le programme régulier d'EJE, Louise LaFlèche.

« À l'époque, l'ETP n'offrait que des cours à temps partiel pour obtenir le certificat, puis en 1988, un cours intensif d'un an a été mis sur pied pour suivre la Loi. En 1989, c'était un diplôme. Notre première cohorte de diplômés a commencé il y a exactement 25 ans et cette année, avec le certificat, on va franchir la barre des 200 diplômés! »

Deux systèmes

Aujourd'hui, les étudiants en EJE de l'ETP ont le choix entre deux voies : le programme régulier et le programme accéléré. « Le contenu des deux programmes est identique ainsi que leur durée de deux ans, mais la méthode de livraison est différente », précise Louise LaFlèche.

En effet, le cours régulier s'étale sur les cinq jours de la semaine en offrant une variété de cours que l'on retrouve d'une semaine à l'autre. De plus, il est accessible à toute personne intéressée par une carrière dans le domaine de la jeune enfance.

Quant au programme accéléré, qui a vu le jour en 2013, il est aménagé pour des personnes qui travaillent déjà dans un service de garde depuis au moins deux ans. Les étudiants travaillent donc trois jours à temps plein en garderie et ils étudient à l'ETP deux jours. La Province du Manitoba prend en charge les frais de suppléance des garderies en leur absence.

Enfin, les cours du programme accéléré sont donnés en blocs de cinq jours. Les étudiants ont donc un examen tous les cinq jours environ, avant de passer à une autre thématique de la formation.

Avec le souci de toujours mieux répondre aux besoins de la communauté, l'ETP a créé en 2008 le Diplôme avancé en leadership pour la jeune enfance. Il s'agit d'une continuité au diplôme d'EJE, mais qui offre un perfectionnement dans le but de devenir directeur ou directrice d'un service de garde. « Ce diplôme avancé est très important pour pouvoir assurer le bon fonctionnement des garderies francophones dans la communauté », affirme Louise LaFlèche.

Des besoins grandissants

« Nos programmes ont toujours eu beaucoup de succès, sauf à la fin des années 1990 et au début des années 2000, confie Louise LaFlèche. À ce moment-là, en raison du climat politique qui avait mené au gel, pendant dix ans, de la création de nouveaux espaces en services de garde au Manitoba, nos inscriptions avaient chuté. »

Les programmes ont cependant vite regagné en popularité. « À la fin des années 1980, il y avait trois ou quatre services de garde francophones dans toute la province. Aujourd'hui, il y a 19 services de garde collectifs sans compter les garderies familiales, et ce nombre va grandir car la demande augmente. On sait déjà, par exemple, que Saint-Norbert va tripler ses espaces, Notre-Dame-de-Lourdes va les augmenter aussi, et, bientôt, Lorette. »

« En 2016, près de 30 étudiants recevront leur diplôme dans l'ensemble de nos programmes, se réjouit la coordonnatrice du programme accéléré d'EJE. C'est l'un de nos plus grands groupes depuis nos humbles débuts! »

L'attrait du laboratoire

Outre les opportunités d'emploi dans le domaine, le laboratoire pour la jeune enfance, créé en 2011, contribue à attirer les étudiants dans ce programme.

« On faisait déjà des activités pratiques avant 2011, mais ce laboratoire nous donne un espace où l'on peut faire encore plus, souligne Louise LaFlèche. Par exemple, on possède une cuisine complète où on peut donner des cours d'alimentation, ainsi qu'un espace pour faire des ateliers et des expositions d'art, de musique ou encore de sciences, comme dans une véritable garderie.

« D'ailleurs, on invite parfois les garderies à venir participer à nos activités. C'est bon pour nos étudiants afin qu'ils se familiarisent avec ce type d'environnement avant qu'ils ne partent en stage auprès d'enfants. Avant le laboratoire, ce n'était pas possible d'accueillir des groupes », termine Louise LaFlèche.

Les diplômés de l'ETP en Éducation de la jeune enfance, ou en Leadership pour la jeune enfance partent ensuite travailler dans les centres de garde collectifs répartis dans la province, mais aussi dans les Centres de la petite enfance et de la famille (CPEF) et à la Province. Les débouchés sont nombreux et variés, surtout pour les francophones.

1975

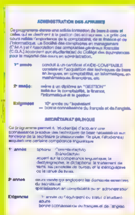
L'abbé Laval Cloutier est nommé à la direction du CCSB

Création du programme de Gestion de bureau



1977

Création du programme d'Administration des affaires



1981

Normand Collet est nommé à la direction du CCSB



1985

Raymonde Gagné est nommée à la direction du CCSB



1989

Création du programme d'Éducation de la jeune enfance



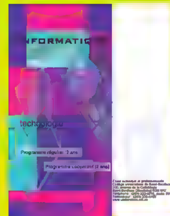
1994

Création du programme Aide en soins de santé



1997

Création du programme Informatique



1998

Charlotte Walkty est nommée à la direction du CCSB



19

Création du progra de Comm multimé



Patricia Bourrier et Daniel Gagné

Un programme qui fait l'envie des autres provinces

Créé en 2001 pour répondre aux besoins de la communauté francophone en milieu minoritaire, le programme de Sciences infirmières est devenu l'un des points forts des formations offertes à l'ETP.

« Quand les gens sont en situation de maladie ou de crise, même s'ils sont bilingues, ils reviennent très souvent à leur langue maternelle, rappelle la coordonnatrice académique des programmes en Sciences infirmières et professeure de Sciences infirmières à l'École technique et professionnelle (ETP), Patricia Bourrier. C'était donc très important que l'ETP forme des infirmiers et infirmières qualifiés en français. »

De 2001 à 2012, l'ETP a offert aux étudiants en Sciences infirmières un diplôme en trois ans, suivi s'ils le souhaitaient d'une quatrième année de formation à distance en partenariat avec l'Université d'Ottawa, afin d'obtenir un baccalauréat en Sciences infirmières.

Un baccalauréat à l'ETP

Depuis 2012 cependant, ce baccalauréat est désormais offert par l'ETP. « Deux évènements en 2011 ont mené à ce changement, précise Patricia Bourrier. D'abord, l'Ordre des infirmières et des infirmiers du Manitoba a encouragé la formation au niveau du baccalauréat des infirmiers et infirmières à travers le Manitoba. Puis, une loi provinciale a été votée pour que les collèges, comme l'ETP, puissent offrir des baccalauréats. Notre programme de baccalauréat en Sciences infirmières est né de cette belle conjoncture. »

Les premiers finissants du baccalauréat de l'ETP en Sciences infirmières ont obtenu leur diplôme en 2015.

« Quand on a créé le baccalauréat, on a dû réorganiser nos cours et en ajouter, tels des cours de théorie et approches en santé, de santé communautaire, de tendances en santé ou encore de leadership, se souvient l'administrateur des programmes de santé de l'ETP, Daniel Gagné. Avant, c'est l'Université d'Ottawa qui offrait ces cours à nos étudiants, en quatrième année seulement. Le contexte étant différent ici, il a fallu les adapter. »

Outre le baccalauréat en Sciences infirmières, il est également possible à l'ETP depuis 2013 de s'inscrire au diplôme de Sciences infirmières auxiliaires, ou encore, depuis 1994, au certificat Aide en soins de santé. La formation en Sciences infirmières auxiliaires dure deux ans et celle en Aide en soins de santé s'étend sur six mois. Par ailleurs, un programme de gestion en santé a existé mais il n'est plus offert aujourd'hui.

Un pavillon de première classe

Un autre moment marquant pour le programme de Sciences infirmières a été la construction, en 2011, du Pavillon Marcel-A.-Desautels, abritant notamment les programmes des sciences de la santé.

Le bâtiment de 25 000 pieds carrés répondait à un grand besoin d'espace. « On recevait 33 étudiants dans seulement deux salles, raconte Patricia Bourrier. À 33 dans un laboratoire, on manquait vraiment de place! »

Le nouveau pavillon offre un centre de simulation, qui inclut trois chambres, et des ressources à la fine pointe de la technologie « où l'on peut développer toutes sortes de scénarios pour que nos étudiants apprennent dans les meilleures conditions, se réjouit Daniel Gagné. C'était important pour nous car la recherche montre qu'il y a un grand avantage à faire des simulations. Ça prépare mieux les étudiants aux stages en leur offrant l'occasion de pratiquer d'abord en sécurité plutôt que sur le terrain. »

De même, le centre de simulation permet d'élargir l'éventail de cas auxquels les étudiants auront fait face avant d'être diplômés et de travailler sur le terrain sans supervision. En effet, il est possible de simuler toutes sortes de conditions, y compris celles qui s'avèrent plutôt rares en réalité.

« Non seulement nous pouvons travailler sur des cas d'étude très divers, mais comme nos classes sont relativement petites, on peut consacrer plus de temps à chacun de nos étudiants, ajoute Patricia Bourrier. Ça renforce la qualité de leurs apprentissages, et ceci se reflète ensuite en milieu clinique. Nos étudiants ont une bonne réputation et beaucoup se font embaucher après leur stage. »

Mannequins qui parlent, qui pleurent, dont le pouls ou la tension fluctuent, « le seul centre de simulation qui peut rivaliser avec le nôtre aujourd'hui est le centre Brodie de l'Université du Manitoba, un centre pour les étudiants en médecine! », révèle Daniel Gagné.

Il signale d'ailleurs que l'ETP reçoit deux fois par année, dans son centre de simulation, des étudiants de l'Université Athabasca, en Alberta, qui louent les laboratoires, reconnus pour leur excellente qualité.

Sans contredit, le programme de Sciences infirmières à l'ETP est plus populaire que jamais. « Nos nombres continuent d'augmenter, termine Daniel Gagné. En 2016, nous avons reçu 79 candidatures alors que nous n'avons que 36 places! »



ALLER SIMPLE VERS UNE CARRIÈRE

LES DIPLÔMÉS RACONTENT



GABRIELLE DESROSIERS,

DIPLÔMÉE EN 2012

DU PROGRAMME AIDE EN SOINS DE SANTÉ DE L'ETP.

« J'ai décidé de travailler en santé sur un coup de tête. Avant, je travaillais dans un restaurant. La formation que j'ai reçue à l'École technique et professionnelle (ETP) était vraiment intéressante. On m'a donné tous les outils pour bien réussir et aujourd'hui, j'adore ma *job*!

« Je n'ai pas eu de problème à trouver du travail après mon diplôme. En fait, on m'attendait à Saint-Pierre-Jolys! Ensuite, j'ai travaillé à Niverville, puis je suis maintenant à Vita depuis trois ans où j'ai appliqué sur un poste bilingue qui s'était ouvert. Il n'y en a pas beaucoup, alors j'ai sauté sur l'occasion! De même, comme je suis bilingue, d'autres places comme Saint-Pierre-Jolys me demandent souvent de venir travailler quelques heures supplémentaires quand j'ai le temps. Les besoins sont grands car les familles de nos jours sont souvent très occupées ou elles vivent loin et elles ne peuvent donc pas toujours prendre soin de leurs ainés. »



JOCELYNE LE LÉANNEC,

DIPLÔMÉE EN 2012

DU PROGRAMME COMMUNICATION MULTIMÉDIA DE L'ETP.

« Pendant mes années à l'École technique et professionnelle (ETP), et juste après mon diplôme, j'ai fait deux stages chez Po-Mo, aujourd'hui Lumo Interactive. Ils m'ont gardée et c'est là que je travaille encore aujourd'hui, avec six autres personnes.

« Presque toute ma formation à l'ETP me sert dans ce que je fais au quotidien. Vidéo, graphisme, animation, quelques notions de 3D, je fais le *design* et l'animation pour des jeux interactifs à projeter sur un mur ou un plancher, ainsi que des dépliants promotionnels.

« En plus de me permettre de décrocher un emploi à Lumo Interactive, l'ETP m'a aidée à créer des connexions avec des francophones. Aujourd'hui, j'aime travailler sur des projets ponctuels avec des personnes que j'ai rencontrées à l'ETP, comme mon professeur Alain Delannoy que j'ai aidé sur son projet personnel de court-métrage d'animation. Grâce à cette collaboration, nous sommes devenus bons amis, et il n'est pas le seul de l'ETP avec qui j'ai travaillé. Il y a beaucoup de talents qui émergent de notre programme, chacun dans son domaine. Vidéo, création de sites Internet, technique du son, photographie ou encore animation, ça fait beaucoup d'opportunités d'échanges professionnels! »



DANIEL DAMPHOUSSE,

DIPLÔMÉ EN 1996

DU PROGRAMME ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE L'ETP.

« Pendant mes études à l'École technique et professionnelle (ETP), j'ai fait deux stages. Après ces stages, le cabinet de comptables où j'avais été placé m'a offert un poste d'été, qui est ensuite devenu un poste permanent. Ce sont vraiment mes stages qui m'ont ouvert les portes de ma carrière. Je ne travaille plus dans un cabinet de comptables aujourd'hui, mais je suis toujours consultant!

« Ma formation en français, grâce à l'ETP, m'a aussi permis de me démarquer des autres quand j'ai postulé à mon premier emploi car le cabinet avait alors bon nombre de clients francophones. Entre la formation pratique, les stages et le français, j'avais toutes les compétences et la confiance nécessaire pour réussir dans ma vie professionnelle. L'ETP a été pour moi un excellent tremplin, et maintenant, j'embauche à mon tour ses diplômés! »



MOHAMED DOUMBIA,

DIPLÔMÉ EN 2005

DU PROGRAMME ADMINISTRATION DES AFFAIRES DE L'ETP.

« J'ai commencé mes études à Montréal, mais j'ai préféré continuer dans l'Ouest pour y améliorer mon anglais. J'ai choisi l'École technique et professionnelle (ETP) car la formation offerte semblait mener plus vite au marché du travail.

« En effet, après avoir fait deux mois de stage chez Ô Tours, juste après l'obtention de mon diplôme, j'ai tout de suite envoyé ma candidature pour deux offres d'emploi et on m'a offert le poste dans les deux cas! De ces deux, j'ai choisi d'aller travailler au Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba (CDEM).

« L'autre avantage de l'ETP pour moi, ça a été d'être formé par des professeurs très compétents, en français. Les diplômés sont mieux organisés dans leur travail, grâce à l'approche personnalisée des professeurs qui nous apprennent à être structurés. Quant au français en affaires, il me sert tous les jours! Je crois en l'ETP, et c'est pourquoi j'ai siégé pendant cinq ans, après ma graduation, au comité de suivi des stages offerts. »



IBRAHIMA SOUMBOUNOU,

DIPLÔMÉ EN 2014

DU PROGRAMME INFORMATIQUE DE L'ETP.

« Pour avoir mon diplôme, j'ai dû faire un stage, et c'est à ce même endroit que je travaille depuis ma sortie de l'ETP. Plus précisément, j'ai dû changer de département car celui où j'avais fait mon stage n'avait pas de poste ouvert à temps plein, mais ils m'ont fortement incité à regarder les ouvertures dans les autres départements parce qu'ils voulaient me garder!

« Ma formation à l'ETP m'a très bien préparé pour mon métier. En informatique, c'est une question de bases. Les technologies changent presque tous les jours, mais ma formation de base à l'ETP a été assez bonne pour que je sache m'adapter à tout problème. Je suis aujourd'hui développeur d'applications et je travaille avec un outil, C Sharp, que j'ai découvert grâce à l'ETP.

« J'apprécie aussi avoir eu une formation en français car on reçoit beaucoup d'applications dans les deux langues et moi, contrairement aux employés anglophones, je ne m'y perds pas! Enfin, je dois à l'ETP certaines de mes habiletés interpersonnelles car, en effet, on nous incitait beaucoup à travailler en groupe pour la réalisation de nos projets. »



JOANNE FILLION,

DIPLÔMÉE EN 2004

DU PROGRAMME TOURISME DE L'ETP.

« Depuis que j'ai obtenu mon diplôme de l'École technique et professionnelle (ETP), j'ai toujours eu un emploi. D'abord, j'ai travaillé pendant deux ans au Mexique. C'est la professeure en tourisme, Roselle Turenne, qui m'avait envoyé l'information sur l'offre d'emploi et je l'ai eue. J'ai aussi travaillé pour Air Canada, Skyservice Airlines, et aujourd'hui je suis Business Development Manager chez Sandals Resorts.

« L'ETP m'a offert un cours très général de qualité, ce qui m'a permis de poser ma candidature partout où j'étais intéressée. De plus, j'y ai fait beaucoup de connexions, avec mes professeurs comme avec les autres diplômés, et je les rencontre encore souvent dans le cadre de mon travail. On s'entraide beaucoup.

« Enfin, en tourisme, c'est un immense avantage pour moi d'avoir obtenu mon diplôme d'une école francophone. Quand je pose ma candidature pour un emploi, on voit mon bilinguisme comme un atout. »

L'AVIS DES EMPLOYEURS

Un bassin de valeur

Les diplômés de l'École technique et professionnelle sont très prisés sur le marché du travail. Leur formation à la page et leur capacité de s'exprimer en français sont parmi leurs plus grands atouts.

Depuis sa création il y a 40 ans, l'École technique et professionnelle (ETP) de l'Université de Saint-Boniface (USB) offre des programmes de haute qualité en fonction des besoins du marché du travail.

L'excellente formation, les stages et l'éducation en français sont, parmi d'autres, les raisons pour lesquelles plusieurs employeurs n'hésitent pas à embaucher des étudiants diplômés de l'ETP, et ce, dans de nombreux domaines.

Jeune enfance

Éducation de la jeune enfance (EJE) est l'un des diplômes offerts par l'ETP. Les Enfants Précieux, la garderie de l'école Précieux-Sang, embauche plusieurs diplômés de ce programme parce qu'il offre une excellente formation, à la hauteur des attentes et des besoins.

« Les professeurs de l'ETP sont vraiment à jour dans le domaine, très passionnés, et ils transmettent bien ce savoir et cette passion aux étudiants. Ceux-ci sont très bien outillés pour le marché du travail en petite enfance. Ils font des employés idéaux », avance Michèle Demarcke, directrice des Enfants Précieux. Les professeurs d'EJE encouragent notamment leurs étudiants à préparer des activités qui seront ensuite testées par des garderies comme les Enfants Précieux. « Ces activités nous permettent de créer un premier lien avec nos futurs employés et de voir comment ils travaillent, se réjouit Michèle Demarcke. Les stages sont également importants, pour que les étudiants puissent déjà s'habituer à la routine, aux parents, aux enfants et au personnel de notre garderie. Ensuite, si tout va bien, on peut espérer les garder pour l'été! »

Pour Chantale Tackaberry, la directrice en charge des Petites Grenouilles à Saint-Pierre-Jolys, il peut être difficile de trouver des gens qui veulent travailler en milieu rural. Elle a donc souvent recours au programme accéléré, un programme de l'ETP permettant de former une personne qui travaille déjà en garderie. Les étudiants du programme accéléré complètent leur diplôme tout en continuant de travailler en garderie à temps partiel.

« C'est plus facile de trouver des gens dans les environs qui veulent travailler avec les enfants et par la suite les appuyer dans leurs démarches pour intégrer le programme accéléré », confie-t-elle.

Chantale Tackaberry s'accorde donc avec Michèle Demarcke pour affirmer que « l'ETP répond bien à nos besoins comme employeurs, et elle essaie toujours d'être aux aguets des nouveautés dans notre domaine ».

Santé

Les programmes de santé sont également très populaires. Entre autres, l'Office régional de la santé (ORS) du Sud, Santé Sud, y embauche plusieurs de ses infirmiers/infirmières et aides-soignants/aides-soignantes qui vont ensuite travailler dans les hôpitaux bilingues de Sainte-Anne, Saint-Pierre-Jolys ou encore Notre-Dame-de-Lourdes.

« Nous sommes un ORS désigné bilingue et nous trouvons dans l'ETP un très bon bassin de professionnels de la santé bilingues, se réjouit le vice-président des ressources humaines à Santé Sud, René Ouellette. C'est rare de pouvoir trouver du personnel qualifié bilingue ailleurs qu'à Saint-Boniface. »

Il ajoute que la formation des diplômés de l'ETP correspond bien aux attentes de Santé Sud. « Nous leur donnons toujours une formation complémentaire spécifique à nos institutions, mais leur formation de base est très complète », assure-t-il.

En outre, René Ouellette apprécie l'avantage d'avoir des employés locaux. « Beaucoup des diplômés de l'ETP qu'on a embauchés avaient déjà une connexion avec le rural, notamment la région Sud. Les chances sont meilleures qu'ils restent travailler chez nous s'ils se sentent de retour chez eux. »

Comptabilité

Jean-Guy Talbot, fondateur et président-directeur général de Talbot & Associés a embauché plusieurs diplômés de l'ETP. Ses premières raisons sont « la très bonne formation offerte par l'ETP ainsi que le bilinguisme. »

Le français est en effet très important pour la compagnie Talbot & Associés. Jean-Guy Talbot explique que son équipe « était 100 % bilingue jusqu'à récemment. Maintenant, il y a trop de demandes pour n'avoir que du personnel bilingue, mais le bilinguisme a toujours été vu chez nous comme un gros avantage. »

C'est pourquoi les étudiants diplômés de l'ETP sont grandement recherchés. D'ailleurs, Talbot & Associés ne sont pas les seuls à les courtiser... D'autres compagnies de comptabilité, ainsi que le gouvernement, leur font concurrence.

Communication et multimédia

Seul établissement offrant un programme de Communication multimédia en français, l'ETP permet d'assurer la relève dans ce domaine. Alain Dondo, directeur de production et post-production aux Productions Rivard, en est ravi.

« On a un monteur qui est diplômé du premier cours de Communication multimédia offert par l'ETP. Nous l'avons embauché en 2008 et il travaille encore à temps plein avec nous », dit-il avec entrain.

Entreprise francophone, les Productions Rivard emploient autant de francophones que possible, d'où l'intérêt à leurs yeux des diplômés bilingues de l'ETP. Ainsi, des étudiants du programme Communication multimédia viennent faire un stage aux Productions Rivard et sont fréquemment réembauchés par la suite pour divers contrats. « En les accueillant en stage, on apprend à mieux les connaitre et à voir leur potentiel », mentionne Alain Dondo.

Mais surtout, grâce à son contenu diversifié, le programme Communication multimédia permet aux étudiants d'avoir une perspective globale sur les différentes facettes du domaine ; télévisuelle par exemple. « Les jeunes qui suivent cette formation à l'ETP en sortent très bien formés et avec une bonne base. Ce sont des jeunes qu'on veut embaucher », conclut le directeur de production et post-production.



Garderie Les Enfants Précieux



Alain Dondo



René Ouellette

SOUVENIRS DES QUATRE DÉCENNIES

PUBLI-REPORTAGE

1976-1986



LISE RUEST,
professeure du programme de Secrétariat bilingue de 1977 à 2009

« Un moment marquant pour moi fut l'arrivée des ordinateurs au début des années 1980. Ça a tout changé. On a d'abord eu des PET Commodores sur lesquels il fallait créer son programme, puis on a eu des ordinateurs avec les logiciels IBM. Il a fallu repenser complètement tous nos cours pour les adapter à l'informatique. L'ordinateur a beaucoup changé le travail de secrétaire, et donc notre formation aussi! Mais mon plus beau souvenir, c'est la camaraderie qu'on avait entre professeurs – on riait beaucoup –, mais aussi celle que j'avais avec mes étudiantes. En effet, à ses débuts, le programme de Secrétariat bilingue attirait beaucoup de femmes qui voulaient réintégrer le marché du travail après avoir fondé leur famille. Ces femmes étaient souvent plus âgées que moi, nous avons tissé des liens au point où elles venaient chez nous sur la ferme à Saint-Pierre-Jolys et on faisait la fête ensemble! Encore aujourd'hui, beaucoup de mes anciennes élèves sont restées des amies et on se voit régulièrement. »



JANET SABOURIN-GATIN,
diplômée en 1979 du programme d'Aide-comptable

« J'ai étudié à l'ETP de 1978 à 1979. J'ai choisi le programme d'aide-comptable parce que je travaillais dans l'entreprise familiale et je voulais m'occuper des livres comptables. Ça m'a aidée : j'ai fait la tenue des livres pendant 16 ans! Maintenant, je travaille dans le domaine des assurances. Je suis anglophone, alors les cours de français m'ont donné la pratique nécessaire pour travailler en français dans la communauté. Mon meilleur souvenir, ce sont les classes. À l'époque, elles étaient petites, on y était une douzaine. Il y avait donc beaucoup d'attention individuelle de la part des professeurs. Après dix mois de cours, on devait faire un stage d'un mois en entreprise pour mettre les cours en pratique. J'ai été placée au département de finances de la Ville, au centre-ville de Winnipeg et j'ai beaucoup appris! »

1986-1996



GUY LEMOINE,
professeur de français de 1977 à 2005 et responsable des stages de formation pour l'ensemble des programmes

« L'une des périodes dont je me souviens bien était l'arrivée d'étudiantes un peu plus âgées que la norme, dans les années 1980. En effet, le gouvernement offrait des bourses aux mères de famille pour revenir aux études une fois leurs enfants plus grands. D'avoir ces mères en classe avec des jeunes sortant de 12e année, ça a formé un groupe très intéressant! Les mères ont notamment transmis leur sagesse aux jeunes dès le début. Je me souviens aussi de l'arrivée des étudiants internationaux, surtout d'Afrique, à l'École technique et professionnelle au début des années 1990. La salle de classe prenait une nouvelle dimension et c'était une expérience très positive pour tous même s'il a fallu trouver un nouvel équilibre. Mais mes plus beaux souvenirs, c'était chaque fois que je voyais un étudiant qui avait un peu perdu son français avant d'arriver ici, qui regagnait confiance après deux ans d'études et qui entreprenait une carrière bilingue. »



MARC LABOSSIÈRE,
diplômé en 1985 du programme d'Administration des affaires

« J'ai eu mon diplôme de l'ETP en 1985. J'ai suivi le programme d'Administration des affaires, parce que la comptabilité m'intéressait. Les chiffres, ça a toujours été quelque chose qui me venait facilement. Je préfère ça à la vente ou au marketing. J'aimais aussi l'idée de pouvoir faire le programme en deux ans, et j'ai pu apprendre des principes de base et obtenir des crédits envers le diplôme de comptabilité en management que j'ai obtenu par la suite. Après le collège, j'ai passé cinq ans à Caisse Groupe Financier, puis j'ai commencé ma propre entreprise de consultation avec un collègue. Je suis à mon compte depuis 1990. Ça fait 26 ans que je travaille avec des systèmes de comptabilité informatique. À l'ETP, j'ai eu une première introduction à l'informatique, qui est la base de mon travail. On avait de la fiscalité, des statistiques, de la comptabilité, du marketing… des notions qu'on utilise tous les jours en affaires. Et puisqu'on parle de souvenirs, être ici, ça me rappelle Mme Raymonde Gagné, qui est aujourd'hui sénatrice! Quand j'étais à l'ETP, elle faisait ses débuts en tant que professeure en fiscalité… »

1996-2006



GILBERT LEGAL,
professeur de mathématiques financières, fiscalité, marketing, finance et comptabilité de 1989 à 2015

« Je me souviens que durant les années 1990 et 2000, l'École technique et professionnelle a multiplié l'offre de ses programmes pour mieux répondre aux besoins des étudiants et aux exigences changeantes du marché. Informatique, Communication multimédia, Gestion du tourisme, Sciences infirmières ou encore Éducation de la jeune enfance, tous ces programmes ont augmenté et diversifié la clientèle, et chaque secteur avait désormais son coordonnateur. C'était tout un changement. L'embauche des professeurs a changé aussi dans ces années-là. À mes débuts, c'étaient surtout des enseignants. Plus tard, l'ETP a préféré embaucher des experts de chaque domaine plutôt que des personnes avant tout formées pour enseigner. De toutes ces années, mes meilleurs souvenirs sont les bons moments vécus avec mes dizaines de collègues et mon millier d'étudiants, ainsi que mes 26 ans au comité chargé des affaires syndicales, où j'ai pu améliorer les conditions de travail des professeurs de l'ETP. »



ERIN VANDALE,
diplômée en 1997 du programme d'Éducation de la jeune enfance

« À l'École technique et professionnelle, je me suis fait de bons amis. Nous étions un petit groupe de six assez proches, et c'est ce que j'ai le plus aimé de mon temps passé ici. On s'entraidait beaucoup en classe et on s'est vraiment soutenus pour finir nos études. D'ailleurs, j'ai tellement aimé l'environnement et mon expérience que maintenant je suis de retour à l'ETP comme professeure dans le programme accéléré! Entre temps, mon diplôme m'a permis d'essayer différentes choses dans ma carrière : prématernelle, centre scolaire, enfants avec besoin de soutien additionnel, garderie familiale agréée, directrice de centre et même coordonnatrice de la petite enfance à la Province! Tout cela grâce à ma formation reçue à l'ETP! »

2006-2016



DARCELLE VIGIER,
professeure du baccalauréat de Sciences infirmières depuis 2006 et coordonnatrice du centre de simulation

« L'événement le plus marquant de mes années comme professeure à l'École technique et professionnelle (ETP) a été la construction en 2011 du Pavillon Marcel-A.-Desautels, abritant notamment les programmes des sciences de la santé. J'étais beaucoup impliquée dans la préparation et la prise de décisions concernant les laboratoires, pour s'assurer d'être à la fine pointe. C'était une année formidable! Avec ce nouveau bâtiment, au lieu de deux petites salles au sous-sol, on avait enfin des gros laboratoires pour pratiquer, des équipements nouveaux, et de la place pour entreposer et préparer nos fournitures. Le Pavillon est un bien meilleur environnement d'apprentissage, et de voir les étudiants s'y épanouir depuis cinq ans est vraiment un sentiment formidable! On est choyés d'avoir un Pavillon comme ça, avec l'un des plus beaux centres de simulations en sciences infirmières au Manitoba. »



SOPHIE DUMONTIER,
diplômée en 2014 du programme de Communication multimédia

« J'ai commencé ma formation en 2012 et j'ai eu mon diplôme en 2014. J'ai pris ce programme pour apprendre le design et le graphisme. On avait de petites classes, avec huit élèves, donc c'était plus simple pour les professeurs de bien nous connaitre. Avec ma promo, on se voyait beaucoup et on a pu développer des amitiés! L'évènement Focus, qui a lieu juste avant la remise des diplômes, permet aux étudiants de montrer leur meilleure œuvre. Ça demande beaucoup de travail mais ça en vaut la peine. Pour ma part, j'ai montré le projet *Carnaval*, qui était mon préféré, et avec lequel j'ai gagné le prix du jury amateur au festival Cinémental 2014. La compétition n'était pas dans le cursus, mais nos professeurs nous ont encouragés à soumettre nos œuvres. Depuis mai 2015, je travaille au Festival du Voyageur, où je m'occupe du design graphique, donc j'ai à charge la majorité des éléments imprimés. Je prépare les dépliants, les affiches, la majorité des bannières sur la page Web et le graphisme pour les médias sociaux, par exemple. Ma formation m'a permis d'apprendre à utiliser différents médiums, et je suis fière de pouvoir utiliser tous ces outils aujourd'hui! »

/ustboniface

ustboniface.ca/etp40

Université de Saint-Boniface
École technique et professionnelle
200, avenue de la Cathédrale
Winnipeg (MB) R2H 0H7
204-237-1818, poste 449